

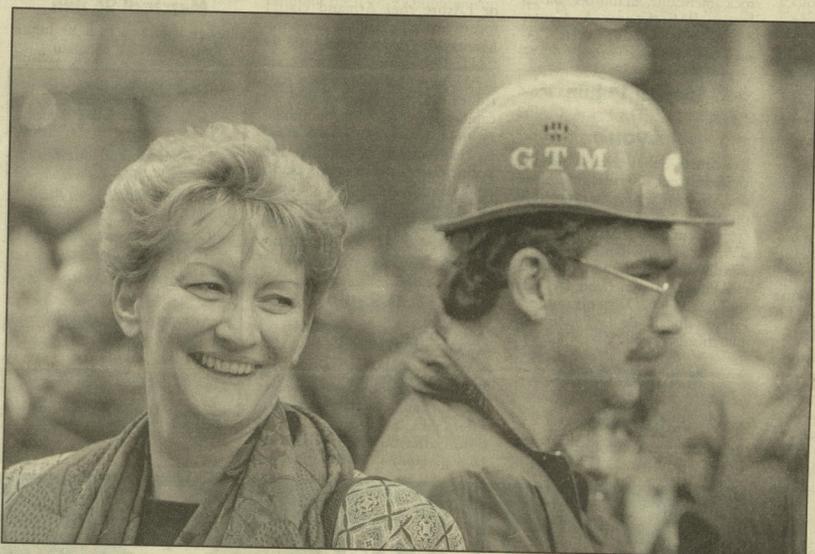
# le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1282  
23 au 29 mai 2002

2 €  
ISSN 0026-9433

## L'avenir syndical : tous unis... pour la cogestion ?



- **Lutte antifasciste : le peuple est dans la rue**, p. 3
- **La fin de l'exception juive**, pp. 4 et 5
- **Mexique, les magónistas**, p. 6
- **L'avenir de l'École émancipée**, pp. 7 et 8
- **Malatesta : « Anarchistes "électionnistes" »**, p. 9
- **Pétain et la fête des mères**, p. 10
- **Rencontre avec Serge Utgé-Royo**, p. 11
- **Coquelles, une manif rouge et noire**, p. 12

**A**U PREMIER MAI dernier, tout le monde était uni sur les pavés hexagonaux. À part FO et la CFDT qui faisaient bande à part (Le slogan de la CGT-FO : « Nos revendications avant la Bourse »), la CGT et la CFDT, pour ne citer que les plus importants, appelaient à faire barrage à l'extrême droite, donc, selon leur logique, à voter Jacques Chirac. Tout cela est déjà du passé, mais n'oublions pas la une du quotidien *les Échos* du 30 avril où Bernard Thibaut, secrétaire général de la CGT, déclarait : « Le projet de Le Pen est anti-social. » À côté on pouvait lire dans les titres : « Le Medef dénonce avec virulence le programme économique du FN » et « Manifestations : la droite réservée » La veille du 1<sup>er</sup> mai « anti-Le Pen », le décor était planté : tous unis... pour la cogestion ?

Plus de quinze jours après, le Premier ministre « venu de nulle part » recevait syndicats et patronat pour renouer le dialogue social. Certes, il ne faut pas se fâcher avant les législatives des 9 et 16 juin, mais il importe aussi pour Jean-Pierre Raffarin de faire comme si l'affaire était déjà emballée.

« Les représentants des partenaires sociaux visiblement ont été privés de dialogue pendant un certain nombre d'années et je les ai trouvés plein d'idées et plein de volonté », a pu déclarer le Premier ministre. On en reste baba ; et pas trop de vagues des deux bords. On ne sait jamais ! On disait que la gauche au pouvoir faisait « souvent » une politique de droite, le résultat du plébiscite Chirac pourrait renouer le dialogue social ?

Pourtant les sujets de discorde ne manquent pas : sécu, retraites, smic, 35 heures, fonction publique, alors pourquoi tant de ronds de jambes ? Le côté « image virtuelle » de l'actuel gouvernement n'explique pas tout. Que l'équipe à la tête de l'État change ou pas, reste le problème de la représentativité syndicale qui est liée au déclin du mouvement ouvrier traditionnel. Petites entreprises, secteur tertiaire, informatisation, tout y a contribué. Et, aujourd'hui, les bataillons syndicaux se trouvent dans le secteur public, dans le tertiaire. En liquidant les bastions ouvriers, les partisans droite-gauche de l'économie libérale ont liquidé les entreprises les plus syndiquées. Mais les gouvernants ont besoin de relais pour le dialogue social, alors tout le monde se tient par la barbichette. Certes avec 9 % d'adhérents sur l'Hexagone et plus de 65 % d'abstention aux dernières élections prud'homales, le mouvement syndical est peut-être au bord d'un séisme.

Le financement des syndicats dits officiels est l'autre volant de ce dossier. Officiellement, les syndicats sont financés par les cotisations de leurs adhérents. Mais il y a aussi les « subventions » qui viennent des prud'hommes et des commissions paritaires. D'où l'inquiétude sur toute interrogation sur « les critères de légitimité » concernant la représentativité. Wait and see !

Si le monde politique est en attente du résultat des élections législatives, Jean-Pierre Courcol (directeur du groupe de presse Amaury (*le Parisien*, *l'Équipe*)) ne pouvait plus continuer à ronger son frein. Invoquant le problème des quotidiens gratuits (*Métro*, *20 minutes*...), il a dernièrement déclaré à l'assemblée générale de la Société professionnelle des papiers de presse : « [...] Le moment est venu de réexaminer l'ensemble des conditions de fabrication des journaux, dans le cadre d'une grande négociation regroupant la communauté des éditeurs de presse et les organisations syndicales. » La direction du groupe Amaury veut-elle unifier tous les éditeurs pour qu'ils se servent des gratuits comme d'un prétexte à une remise en cause globale des emplois, des statuts, des rémunérations ? Les élections passent, les problèmes restent, quelle que soit la « couleur » du gouvernement.

Jean-Pierre Germain

« La liberté, l'égalité et la pratique de la solidarité sont la seule digue efficace que nous puissions opposer aux instincts antisociaux de certains d'entre nous. »

Pierre Kropotkine, *Paroles d'un révolté.*

M 02137 - 1282 - F: 2,00 €



FOP 2520

## Agenda



**Jeu 23 mai**

**Paris**

Manifestation de soutien à la CNT-FAU de Paris I, dont un membre est traîné en justice par un membre de l'UNEF. À 9h30, place du Panthéon.

**Vendredi 24 mai**

**Lyon**

Projection-débat autour du film *À Travaux, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal*, en présence des réalisateurs, à 20h30 au café Le Cœur des gens, place Colbert, Lyon 1<sup>er</sup>.

**Samedi 25 mai**

**Laon**

Manifestation contre l'exclusion culturelle et pour la réouverture du Loup noir. Départ à 12 heures devant le lycée Paul-Claudet. Contact: 0674930573.

**Le Chesnay (78)**

Rassemblement contre Xavier Dor et ses ouailles anti-IVG à 13 heures devant la clinique du Chesnay, 21, rue Moxorius.

**Lille**

Journée Mumia Abu Jamal au Centre culturel libertaire. À 17 h: débat avec Julia Wright (COSI-MAPP) et Julien (Comité de soutien à Leonard Peltier) - projection

de la vidéo des aveux d'Arnold R. Beverly. À 19h30: resto (prix libre). À 21 heures: concert punk avec Amiante et La Société elle a mauvaise haleine (prix libre). 4, rue de Colmar, M<sup>o</sup> Porte-des-Postes.

**Paris 1<sup>er</sup>**

Pour en finir avec la fête des mères, le collectif contre le publisexisme appelle à un rassemblement-action, M<sup>o</sup> Pont-Neuf à 15 heures.

**Saint-Étienne**

Journée « un autre futur pour l'éducation » organisée par l'UL-CNT et le syndicat de l'éducation CNT de la Loire, de 12h30 à 18 heures, à la Bourse du travail (salle Sacco-et-Vanzetti).

**Dimanche 26 mai**

**Caen**

Manifestation nationale « contre la stratégie de domination du monde de George Bush ». Rendez-vous à 12 heures, place de la Résistance.

**Paris**

Manifestation à l'occasion de la venue de Bush, à 15 heures place de la République, à l'appel du collectif Agir contre la guerre. Renseignements: 0619361266.

**Saint-Denis (93)**

Résistons ensemble organise une journée conférence-débats « Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires ». De 10 heures à 20 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis au 11, rue Génin, M<sup>o</sup> Porte-de-Paris.

**Paris 11<sup>e</sup>**

Journée de soutien au collectif Ne laissons pas faire, qui lutte contre l'isolement carcéral des militant(e)s d'AD. Débat, vidéo, infos, tables de presse et musique (Olympic

sound & la case nègre, Los de abajo et Action directe). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, à partir de 16 heures. Paf: 5 euros.

**Lundi 27 mai**

**Caen**

Manifestation anti-impérialiste à l'occasion de la venue de Bush, à 9 heures à côté du Phénix à l'université de Caen, puis à 17h30 sur l'esplanade du Mémorial, à l'appel de la CNT-AIT 14.

**Mardi 28 mai**

**Ganges (34)**

Les premières pierres du « mur des Fédérés », symbole de résistance à l'État totalitaire et à l'extrême droite, seront posées devant la mairie à 18h30.

**Lille**

Concert de Madigan, violoncelliste rock américaine, en tournée solo en France. PAF: 4 euros. Au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar, M<sup>o</sup> Porte-des-Postes.

**Samedi 1<sup>er</sup> juin**

**Lyon**

Rencontre-débat avec Murielle, Benjamin et Cyrille, membres des Missions civiles de protection du peuple palestinien, ayant passé trois semaines dans le QG d'Arafat à Ramallah à 15 heures à la librairie La Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1<sup>er</sup>). Tél: 0472009410. Débat organisé par l'union locale de la Fédération anarchiste.

**Mercredi 5 juin**

**Rennes**

Le groupe La Commune de la FA organise à 20h30, à la Maison du

Champ-de-Mars, une réunion publique sur le thème: les élections passent, les problèmes demeurent. Dans cette réunion seront abordées, notamment, la question des libertés menacées, celles du contrôle social grandissant et de la nécessité absolue des luttes sociales pour offrir une perspective réelle de changement.

**Jeu 6 juin**

**Paris 11<sup>e</sup>**

Première assemblée d'usagers, pour réfléchir ensemble sur la manière de construire le libre accès aux transports « ici et maintenant », organisée par le Réseau pour l'abolition des transports payants. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, à 19h30.

**Samedi 8 juin**

**Montreuil (93)**

À partir de 14 heures à la maison de l'Arbre chez Armand Gatti: forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. À l'initiative de la CNT, d'Alternative libertaire et de la FA. Au programme: débats (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politique), atelier (murs peints et textes libres), espace enfants, concert avec la participation de la fanfare du FMI (front musical d'intervention), des Chanteurs livreurs et de Serge Urgé-Royo.

**8 et 9 juin**

**Paris 20<sup>e</sup>**

La CNT organise la « Fête du livre libertaire »: stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette. À partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

## Radio libertaire

89.4 MHz en région parisienne

**Samedi 25 mai**

Chroniques rebelles: à 13 h 30, débat sur la question berbère.

**Mercredi 29 mai**

Blues en liberté: à 10 h 30, Big Mama Thornton, de *Hound dog à Balls and chain*, et d'autres!

**Mercredi 5 juin**

Blues en liberté: à 10 h 30, festival d'été I.

**Mercredi 12 juin**

Blues en liberté: à 10 h 30, festival d'été II.

**Mercredi 19 juin**

Blues en liberté: à 10 h 30, Fention Robinson, le bluesman « crooner ».

**Mercredi 26 juin**

Blues en liberté: à 10 h 30, Junior Wells, harmonicaiste chanteur.

*Le Théâtre de la Balancelle et Les Rêveurs s'entêtent présentent*

**La Commune à Nouméah**  
vaudeville en un acte  
de Cavalier dit « Pipe en Bois »

Les 29-30-31 mai à 20h30,  
6-7-8 juin à 20h30,  
et 9 juin à 16 heures.

Espace Louise-Michel  
42 ter, rue des Cascades  
75020 Paris  
M<sup>o</sup> Pyrénées - Bus 26.

Réservation obligatoire au  
0145265089

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Jacques Toublet  
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay)  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1  
Diffusion NMPP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde  
**libertaire**

Rédaction - Administration:  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n <sup>o</sup>	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n <sup>o</sup>	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n <sup>o</sup>	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

#### Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

Pays .....

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

## Éditorial



LA FRANCE n'est plus gouvernée. Comme en chaque période d'élection, le sommet officiel de l'État s'est transformé en agence publicitaire. Déjà, depuis mars, les ministres battaient la campagne. On les voyait dans les meetings, ils hantaient les studios de télévision. Ils posaient en famille dans les magazines, ils allaient se faire voir dans leur circonscription. Ils étaient partout sauf à leur travail.

Avec la présidentielle, les ministres ont changé. Les nouveaux se sont mis, eux, directement, opiniâtrément, à l'œuvre. Étant entendu que leur travail est celui d'une permanence électorale. Ils ne sont là que pour un mois, sans majorité parlementaire (et, d'ailleurs, les assemblées ne siègent pas) alors... en avant la zizique! Vous voulez des flics? Vous aurez des flics! Vous voulez des sous? On vous en donnera! Et un Ferry pour l'Éducation, un! Il n'y a plus de Jules? Un Luc fera l'affaire, de toute façon, ces assemblées en vitrine, on ne s'en servira pas. Depuis trois mois, nous vivons sans gouvernement, et

rien ne change, ni en mieux ni en pire. Ce n'est pas l'anarchie, dans aucune des acceptations du terme.

Le gouvernement issu des urnes n'est qu'un fantôme, une machine à produire des illusions. Il ne s'écoule que quelques mois entre deux campagnes électorales. Ministres et députés, très occupés de leur carrière, consacrent peu de temps à la « chose publique », et laissent la gestion des affaires à leur cabinet. Ces fonctionnaires, déjà moins directement soumis au suffrage que leur supérieur hiérarchique, s'empressent de déléguer à d'autres, et ainsi de suite, pour finir par adopter les solutions « clef en main » que concoctent les lobbies économiques. Des publicitaires leur fabriqueront un habillage rouge ou bleu selon les circonstances.

Nous, anarchistes, nous devons dénoncer et attaquer le pouvoir réel, celui des états-majors industriels, financiers ou militaires, celui des corps de hauts fonctionnaires, celui de toutes ces oligarchies qui nous gouvernent sans se soucier, elles, des résultats des élections.

# Lutte antifasciste... Le peuple dans la rue

**Lundi 22 avril,  
à 18 heures,  
place de la République**

7000 personnes pour cette manifestation antifasciste spontanée. Côté libertaire 150 de la CNT, 2 pour le SCALP, et nous étions une dizaine de militants FA (banderole, mégaphone et drapeaux) avec, chose importante, une trentaine de sympathisants. Nous avons défilé dans le calme jusqu'à Nation, malgré une forte présence policière, radicalisant un peu les discours par nos slogans. À Nation, quelques personnes ont voulu tenter de passer sur le périphérique. Action difficile: 15 cars de CRS étaient en effet stationnés à l'entrée. Ayant quasiment le seul mégaphone de la manif (en tout cas du cortège libertaire), je suis pris à partie. Il est décidé d'y aller. 1000 personnes suivent cette initiative, à l'aide du porte-voix, nous essayons de les grouper. Peine perdue, elles arrivent dans le désordre. Les CRS nous voient venir, se mettent en ligne et chargent (peu violemment, il est vrai). Tout le monde fuit, gêné par le mégaphone, je parviens tout de même à atteindre le métro (heureusement que les flics ne courraient pas). Plus tard, des copains parviendront à rentrer sur le périphérique. Premier affrontement avec le « Front républicain ».

**Mardi 23 avril,  
même heure, même lieu**

Petite mobilisation aujourd'hui, 300 personnes, nous étions trois FA, 5-6 pour le SCALP. Nous tentons un sit-in sur la rue qui est entre la statue et la bouche de métro mais nous sommes poussés sur le trottoir par les mobiles en tenue. Ensuite, ils nous empêcheront de redescendre sur la rue. Les slogans sont cette fois peu radicaux (certaines personnes iront jusqu'à crier: « La police avec nous »). Les choses ne bougeant pas ici, nous essayons (à trois) de faire bouger le cortège jusqu'à l'hôtel de ville où un autre rendez-vous est prévu. Et ça marche. Partis par le métro, nous nous retrouvons à deux cents face à 600 flics avec moto pompe, bulldozer, etc. Nouveau trottoir, nouveau sit-in, nouvelle intervention (toujours gentille) des flics. Départ pour Bastille. Toujours 300 personnes environ. Nous attendons des infos arrivant de part et d'autre, chacune contradictoire. Soudain, tous les cortèges se retrouvent. Nous sommes environ 1000 personnes. Libertaires: 2 SCALP, et moi FA. La manif démarre et passe par des petites rues (quoi de mieux pour une souricière). L'ambiance est tendue, nous sommes déjà passablement énervés par l'attitude de la police à République et Hôtel-de-

ville. Nous tournons sur le boulevard Voltaire passant devant un véritable défilé de flics en scandant: « Police partout, justice nulle part ». L'ambiance se dégrade. Arrivés près de Nation au lieu d'aller sur la place, et de s'arrêter, nous tournons la manif pour rejoindre le boulevard de Charonne (?). Les copains du SCALP s'en vont. Devant Le Père-Lachaise, la manif s'allonge faisant des trous dans le cortège. Avec une copine du DAL, nous essayons de prévenir que cela finira mal, on ne nous écoute pas, beaucoup de gens étant passablement éméchés. Nous tournons rue d'Oberkampf (encore une petite rue).

Tout à coup, un homme, que personne ne connaissait, avec une écharpe noire sur le visage arrive d'on ne sait où. Il met un coup dans la vitrine d'un Mac'do et disparaît sans que personne ne le voie de toute la manif. Casseur, flic ou faf? Nous essayons de prévenir de l'imminence d'un massacre. Peine perdue. Saint-Maur 22h30. Je rejoins deux copains du DAL qui ont suivi la manif, au campement, et les prévient de la situation. Nous partons pour chercher trois autres personnes. La place de la République est complètement encerclée par les flics. Les CRS commencent la charge, nous gazent (la plupart des copains, moi compris, en « perdiront » la voix). J'arrive à passer devant eux, et à partir par une bouche de métro située à l'autre bout de la place, sans qu'ils ne posent trop de questions, suivi de près par les deux militants du DAL. La manif se terminera par un gazage général, un encerclement pour nous pousser vers la bouche de métro. Deuxième exaction du « camp républicain ».

**Vendredi 26 avril,  
toujours au même endroit**

Nous sommes cinquante à République. Trois cars de CRS sont stationnés à proximité, mais ils sont discrets. Selon nos infos, il y a un rassemblement devant Canal +, dans l'espoir d'un hypothétique direct. Ils sont le même nombre que nous. Vers 19h15, nous partons vers Bastille, tellement peu nombreux que nous passons par le trottoir. À Bastille, on est une petite centaine. Un mec complètement bourré vient nous provoquer avec un drapeau français. Agacés, nous le choppons. Il finit dans la poubelle (le drapeau). S'ensuit une discussion ou entre autres choses, on nous a dit: « Vous n'avez rien à faire ici », « Vous n'avez pas l'autorisation préfectorale », « Venir c'était sympa mais qu'il fallait laisser nos idées à côté parce qu'on luttait contre un seul et même ennemi », pas de la

même façon je crois! Sur ce, la conversation s'arrêta, pour cause de pluie violente. Nous trouvâmes refuge sous l'Opéra-Bastille, et petit à petit finîmes par nous disperser. Cette engueulade eut du bon. Elle permit de nouer des contacts avec diverses personnes et collectifs. Vers 21 heures, plus personne sur la place. Espérons que les gens se réserveront pour demain.

**Samedi 27 avril,  
République, 14 heures**

Ça pour se réserver, ils se sont réservés. 100 000 personnes. Tout le monde est venu, jeune, vieux, etc. La FA arrive avec le défilé des sans-papiers qui rejoignait le cortège. Nous nous positionnons derrière le SCALP et la CNT. Notre cortège fait environ une centaine de personnes, à majorité des sympathisants, les libertaires seront 1000. Nous défilons jusqu'à Nation, nos slogans contrastant sur ceux de la gauche par leurs radicalités. Arrivés à Nation avec deux copains nous nous détachons du cortège pour entreprendre l'escalade de la statue afin d'y brûler une torche à main. Nous l'allumons donc et donnons notre drapeau à une personne assise sur le bras de la « patrie » qui agit. Une fois terminé, nous laissons le drapeau au copain qui continuera à le secouer. Effet médiatique garanti: le drapeau noir sera en première page de *Libé* masquant un drapeau français. Défaite du patriotisme?

**Mercredi 1<sup>er</sup> mai,  
12 heures, place des Fêtes**

Nous sommes 5000 à être au rendez-vous anarchiste. Environ 800 dans notre cortège avec drapeau, camion, etc. Nous descendons jusqu'à République, CNT en tête, nous en queue juste derrière AL. Arrivée sur la place: 14 heures. Elle est déjà noire de monde. Tassés, ne pouvant bouger, nous attendons le départ du cortège prévu pour 15 heures. En attendant, on essaye d'avoir des nouvelles, déjà 200 000 selon la police, et ça grimpe. 17h30, ça y est, ça bouge. Nous passons par Voltaire, Bastille étant impraticable à cause du nombre de gens. Au milieu du trajet le SCALP fera une petite agit-prop représentant un maire FN, un UDF et un PS. Je vous laisse deviner la suite. Nous arrivons vers 19h30 à Nation. Et le verdict tombe enfin. 15 000 pour les fascistes. 600 000 manifestants contre (400 000 selon la police et 950 000 selon une source des RG). Grosse journée pour grande claqué dans la gueule de Le Pen. Ça fait plaisir.

Pierre

## Vu à la télé

Zéro de conduite!  
Lors des nominations (élections) du « Loft Story », le mardi 14 mai à 19 h 50, David, le beau gosse, écrit sur son T-shirt « VOTEX ANGELA! »  
- « T'es sûr que ça se fait comme ça un Z ? »  
- Ben oui.  
- Ben non.  
Et dire qu'ils ont envoyé des ballons pour que vous votiez, d'un z qui veut dire zozo.

## Non à l'IVP!

QUAND une jeune fille ou une femme se fait violer par une ou plusieurs créatures de Dieu pourvues d'un sexe masculin, et qu'une grossesse résulte de cet acte regrettable, certes, mais émanant d'une sorte de volonté divine, l'Église catholique appelle crimes le désir de ne pas vouloir donner vie à un enfant ainsi conçu et l'acte d'avortement qui parfois s'ensuit.

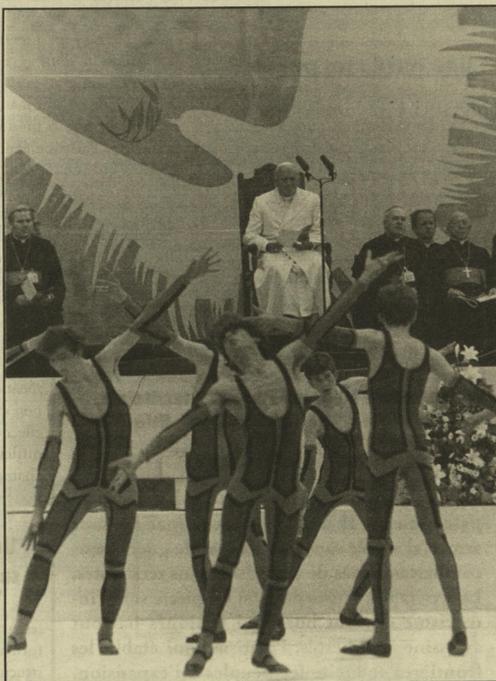
Lorsqu'un individu réduct à la condition de légume n'est plus qu'une masse de chair anesthésiée ou douloureuse, l'Église catholique appelle crimes son désir affirmé d'en finir avec la vie et l'acte d'euthanasie qui parfois s'ensuit.

La jeune fille, la femme ou le malade, prisonniers d'une morale du mépris, se doivent d'aller jusqu'au bout de leur tragédie.

Et voilà que le pape envisagerait de démissionner pour raisons de santé! Qu'il n'ait pas, lui, jusqu'au terme de sa mission. Qu'il aurait droit, en quelque sorte, à une Interruption Volontaire de Pontificat, sous prétexte d'une maladie de Parkinson, mal terrible, certes, mais qui relève tout autant que le viol et l'état végétatif, en bonne logique apostolique et romaine, de cette même volonté divine.

Ce possible abandon de poste, pour cause de douloureuse épreuve à traverser, serait des plus déplorables de la part de qui se montre aussi impitoyable pour la souffrance d'autrui. En vérité, je vous le dis, c'est un vrai scandale! Le pape doit aller jusqu'au bout! Non à l'IVP!

Méphistophélès



**Abonnez-vous!**

# La fin de l'exception

**F**ORTS du génocide hitlérien, les Israéliens avaient jusqu'ici bénéficié d'un statut hors du commun. Bien que l'État sioniste ait été fondé sur le déni d'existence des Palestiniens en tant que peuple, qu'il n'ait cessé, depuis cette fondation, d'apporter, jour après jour, les preuves les plus irréfutables de ce déni en enfreignant de manière systématique aussi bien le droit international et les résolutions de l'ONU, que les droits de l'homme les plus élémentaires, il n'avait jamais été mis au ban de l'humanité, comme le fut, par exemple, l'Afrique du Sud de l'apartheid, avec laquelle il a d'ailleurs toujours, selon le principe « qui se ressemble, s'assemble », entretenu d'excellentes relations. Cet État hors la loi commune n'a pas été non plus classé par son protecteur nord-américain parmi les « États voyous », catégorie *ad hoc* forgée par les idéologues du Département d'État pour donner un semblant de légitimité aux expéditions guerrières de l'impérialisme étatsunien depuis la chute du Mur de Berlin.

Or, voilà que, « par la faute d'un militaire obstiné, d'un peuple pris dans l'aveuglement de la peur et de l'enfermement [...], les juifs seront désormais assimilés à un État qui opprime tout un peuple ». Comme si cette oppression, devenue visible au point de sauter aux yeux, malgré les mesures draconiennes prises par Tsahal pour dissimuler la hideur de ses exactions et le négationnisme pratiqué en temps réel par les porte-lingues habituels du complexe médiatico-intellectuel, n'était pas inscrite dès le départ dans l'existence même de l'État sioniste!

## Une terre sans peuple ?

« La naissance d'Israël », rappelle, non sans courage, Tanya Reinhart, citoyenne juive de cet État, « est entachée d'un péché originel : un peuple hanté et persécuté, à la recherche d'un havre de paix et voulant fonder son État, y est parvenu au prix d'une horrible souffrance infligée à un autre peuple. »<sup>2</sup> Usant d'une expression maniée à tort et à travers pour fustiger le gouvernement serbe lors de la désintégration programmée de la Yougoslavie, cette universitaire israélienne n'hé-



site pas à parler de « nettoyage ethnique » à propos des méthodes utilisées pour acquérir la terre d'Israël. Comment qualifier autrement, en effet, l'expulsion de quelque 730 000 Palestiniens, sur une population totale de 1 380 000, au cours de la guerre de 1948? Mais, semble-t-il, le fait d'avoir été commis par une armée et des groupes terroristes issus d'un peuple lui-même victime d'une extermination sans précédent, ne seulement lavait l'État d'Israël de son « péché originel », mais avait valeur d'absolution pour tous ceux dont il se rendrait coupable par la suite. Et qui obéiraient tous à une même finalité : effectuer « la deuxième partie de 1948 », pour reprendre la formulation des fanatiques galonnés de Tsahal, c'est-à-dire déclencher un nouvel exode massif des Palestiniens, *condition sine qua non* de la réalisation d'un rêve : la création du « Grand Israël ».

On connaît l'affirmation d'un dirigeant britannique vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, selon laquelle la Palestine était « une terre sans peuple » qui avait besoin d'« un peuple sans terre ». À l'encontre de cette assertion reprise par la suite comme slogan dans la propagande israélienne, voici ce qu'écrivait, dès 1891, après un séjour sur place, Ahad Ha'Am, l'un des rares penseurs sionistes à ne pas avoir fait l'impasse sur la « question arabe » : « Nous avons l'habitude de croire que la Palestine est une terre presque entièrement désolée, un désert non cultivé. En réalité, elle ne l'est pas : il est difficile de trouver un champ de terre arable non semé. »<sup>3</sup>

## Un peuple sans terre ?

Dès les années 20, les Arabes de Palestine formaient une société structurée, relativement prospère et dotée d'une conscience nationale que le mandat britannique ne pouvait consolider, à une époque où le wilsonisme, doctrine pseudo-émancipatrice professée par les dirigeants des États-

Unis sur la scène internationale, prônait l'autodétermination des peuples à l'égard des puissances coloniales européennes qu'il s'agissait de supplanter. L'immigration juive, qui deviendra massive à la suite de l'extermination nazie, et de plus en plus agressive à l'égard des populations arabes locales, ne fera que renforcer le nationalisme palestinien.

Autre rumeur, répandue cette fois-ci par les tenants d'un « sionisme modéré », le rêve d'un « Grand Israël » impliquant l'expulsion des Palestiniens de la totalité du territoire situé entre la mer et le Jourdain ne serait qu'une visée propre aux éléments « extrémistes » du sionisme. Or, l'idée – et le terme même – du « transfert » apparaît dès les écrits du fondateur du sionisme, Théodore Herzl. En 1919, la carte du « projet sioniste » envisageait même un État juif presque deux fois plus étendu que le « Grand Israël », tel que le fantasme ceux qui voudraient annexer à l'État juif ce qu'ils dénomment la Judée-Samarie. Il englobait, en effet, le sud du Liban, le Golan et la moitié de l'actuelle Jordanie.

Le débat sur l'extension d'Israël a toujours été récurrent au sein du mouvement sioniste, mais il fut généralement masqué vis-à-vis de l'extérieur. Durant le demi-siècle qui précéda la création de l'État hébreu, en 1948, les sionistes se montrèrent discrets sur ce qu'impliquait à leurs yeux la « construction d'un foyer national pour le peuple juif », pour reprendre la formulation de la déclaration Balfour. Cette discrétion visait à ne pas effaroucher les gouvernements favorables à l'implantation d'un État juif au Moyen-Orient, qui se souciaient, néanmoins, de ménager les susceptibilités arabes dans une région du monde de plus en plus stratégique, notamment en matière d'approvisionnement énergétique. En 1937, le leader sioniste Menahem Oussishkin parlait pourtant d'« amener autant que possible volontairement les habitants de Palestine » à partir, ajoutant que « seulement s'il n'y avait pas d'autre moyen, nous serions obligés de procéder par expropriation ».

La *Naqba* (la Catastrophe) de 1948 n'avait donc rien d'imprévisible. Elle s'est, depuis lors, poursuivie sous une forme homéopathique – pour « l'opinion internationale » –, à coups d'arrachages d'oliviers, de fruits, de privation d'eau, de confiscations de terres, de destructions de maisons, d'emprisonnements, de tortures, de meurtres impunies et d'humiliations en tout

genre. Mais, quels que soient les méfaits des forces sionistes d'occupation, en y incluant les provocations de colons fanatisés par les religieux d'extrême droite, le souvenir de la Shoah imposait immédiatement un silence culpabilisé à qui osait se demander ce qui autorisait les anciennes victimes à se comporter en bourreaux du peuple palestinien. En brisant systématiquement à coups de gourdin, par exemple, les membres des adolescents surpris à lancer des pierres en direction de la soldatesque israélienne, lors de la première Intifada.

La réponse réside dans la question : c'est précisément le fait d'avoir enduré une oppression sans pareille qui donnerait le droit au peuple d'Israël d'en opprimer un autre qui n'y était pour rien. Quitte pour ceux que les nazis considéraient comme des « sous-hommes » à en faire de même avec la population des territoires occupés. Ce qui confirme une fois de plus ce que chacun devrait savoir : quelle que soit la persécution subie, celle-ci ne vaccine pas un peuple contre l'envie d'exercer la violence, et ne l'empêche pas de perpétrer à son tour les crimes dont il a souffert.

## La morale d'Auschwitz

La « morale d'Auschwitz » a pris le pas sur le droit des Palestiniens, notait Göran Rosenberg, un Suédois juif que plusieurs séjours en Israël avaient conduit à s'interroger sur les principes idéologiques qui fondent cet État.<sup>4</sup> De fait, ce n'était pas là un scoop. Pour qui veut bien se donner la peine d'étudier la naissance de l'État juif autrement qu'à travers le prisme d'une histoire réécrite par les vainqueurs, il est notoire que les forces juives qui chassèrent des centaines de milliers de Palestiniens de leurs terres et de leurs foyers étaient composées pour un tiers de survivants du génocide allemand.<sup>5</sup>

« Les juifs doivent-ils se considérer comme des porteurs collectifs d'une responsabilité historique ou comme des porteurs individuels d'une idée morale? », se demandait Göran Rosenberg. Si ce dilemme concerne les seuls juifs, la réponse, elle, importe aussi à ceux qui ne le sont pas, à commencer par les Palestiniens. Pour eux, elle constitue, si l'on peut dire, une question de vie ou, comme on va le voir, de mort, dès lors qu'elle est susceptible de se traduire en actes politiques.

Écoutons, par exemple, le général de brigade Effi Eitam, dirigeant du Parti national religieux, entré comme ministre sans portefeuille au cabinet de sécurité d'Ariel Sharon, peu avant le lancement de l'opération « Mur de protection ». Père de huit enfants, dont deux servent dans l'escouade Egos (Amande), « unité d'élite » préposée aux liquidations ciblées de militants palestiniens, ce colon ultranationaliste répond sans ambages à l'interrogation de Göran Rosenberg. « Nous croyons en l'existence d'un maître du Monde. Les chrétiens et les musulmans aussi, mais ils ne forment pas un peuple. Nous, si. »<sup>7</sup> La résiderait « la spécificité du peuple juif ». Avec une implication politique qui coule de source. « Seuls au monde à entretenir un dialogue avec Dieu », il s'ensuit que « notre État a un message à transmettre au monde, une mission : rappeler l'existence de

# juive

« Il arrive qu'un peuple soit pris dans le rêve d'un autre. Le sionisme est un de ces rêves. Le rêveur est ici Israël. Le prisonnier du rêve est le peuple palestinien. »  
Épigraphe de « Palestine, Palestine » (documentaire de Dominique Dubosc).

Dieu à l'humanité ». La teneur spirituelle dudit « message » ne brille pas par l'originalité : « Nous devons être la lumière pour nous-mêmes, et nous deviendrons la lumière des nations. Le monde souffre de corruption morale : au lieu d'être libres, les gens se retrouvent esclaves de leurs instincts, du sexe et de la violence. Par sa stature morale, Israël montrera la voie. »<sup>8</sup>

## L'espace vital

Venant de quelque intégriste chrétien d'outre-Atlantique ou de quelque islamiste fondamentaliste, ce messianisme obscurantiste ferait sourire ou, tout au plus, ricaner. Mais il se trouve que pour être « un État réellement juif », Israël a besoin d'un territoire, et pas de n'importe lequel. En effet, « pour être « comme les autres », être un 51<sup>e</sup> État américain, les juifs n'ont pas besoin de vivre au Proche-Orient ».<sup>9</sup> Vient alors un argument massif que l'on a déjà entendu ailleurs et en d'autres circonstances. Le peuple juif aurait, en effet, besoin d'un « espace vital » ou, plus exactement, de son espace vital : « la partie occidentale d'Eretz Israël, de la mer au Jourdain ».<sup>10</sup> Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'en intégrant l'équipe gouvernementale d'Ariel Sharon, Effi Eitam se soit fixé, entre autres objectifs, de « rendre très clair aux Palestiniens qu'aucune souveraineté autre qu'israélienne n'existera entre la mer et le Jourdain ».

On pourra objecter, pour se rassurer, que cet illuminé ne représente qu'une minorité. Pourtant, il a suffi de voir à l'œuvre les autres membres de la coalition gouvernementale pour s'apercevoir qu'en ce qui concerne l'avenir des Palestiniens des territoires occupés, le point de vue de ce représentant de la frange la plus ouvertement théocratique, raciste et expansionniste de la société israélienne était largement partagé. S'il se distingue de ses collègues, c'est en proclamant haut et fort ce que les autres, pour des raisons diplomatiques ou propagandistiques, se contentent de répéter en aparté.

En matière de « croisade obscurantiste » et de « violence raciste », pour reprendre les qualificatifs dont usait un éditorialiste du *Monde* à propos des terroristes musulmans, les officiers israéliens de Tsahal issus des *yeshivot hesder*, écoles rabbiniques qui mêlent études bibliques et formation militaire, n'ont pas grand-chose à envier, prosélytisme mis à part – un bon Arabe est un Arabe mort – aux talibans. Un pourcentage croissant de hauts gradés de l'armée israélienne est issu de ces équivalents sionistes des *madrasas* islamistes. Ce sont désormais ces « étudiants en théologie », version juive, qui se trouvent à la tête des « unités d'élite » chargées de « liquider » les « terroristes » palestiniens, passage obligé vers les hauts postes de commandement. « Sur les 2000 jeunes ultranationalistes qui sortent chaque année des *yeshivot hesder* », notait un journaliste du *Monde* – qui n'est apparemment pas à une contradiction près –, « 70 % deviennent officiers ».<sup>11</sup> La proportion de ces « fous de la Thora » n'a fait que croître au sein des forces combattantes israéliennes au cours des années récentes, dont le racisme anti-arabe n'a d'égal que celui des colons « extrémistes » – pour ne pas dire « fachos » –, avec lesquels ils se trouvent d'ailleurs en parfaite symbiose. Et l'on pour-

rait aussi mentionner les ultra-religieux de *Zaka*, unité de la police chargée de l'identification des victimes des attentats. Mains gantées de latex, corps et pieds enveloppés de blanc, ils se sont octroyé le monopole de la collecte des morceaux de chair et des membres épars. Quand ils ne s'affairent pas à cette macabre besogne, ils n'ont de cesse de prêcher l'application de la loi du talion à l'ensemble de la population palestinienne, citoyens arabes israéliens compris.

## Des numéros sur les poignets

Au début de l'an 2002, un officier supérieur israélien pressait publiquement l'armée, pour réprimer plus efficacement la résistance palestinienne, d'« analyser et d'intégrer les leçons tirées de la façon dont l'armée alle-



mande avait combattu dans le ghetto de Varsovie ».<sup>12</sup> On n'ose imaginer les cris d'orfraie poussés par les soutiens inconditionnels d'Israël en Europe, si un non-juif s'était risqué à dresser un parallèle entre les méthodes de la Wehrmacht et celles de Tsahal pour venir à bout des « terroristes ». Toujours est-il, comme le faisait remarquer Norman G. Finkelstein, qu'« à en juger par le récent carnage israélien sur la rive occidentale [...], il semble que l'armée israélienne est en train de suivre le conseil de cet officier » : « prendre pour cibles des ambulances et du personnel médical palestiniens, des journalistes ; tuer des enfants palestiniens « pour le sport » (Chris Hedges, ancien chef du bureau du *New York Times* au Caire) ; encercler, menotter et bander les yeux des Palestiniens mâles âgés de 15 à 50 ans et leur tamponner des numéros sur les poignets ; torturer les détenus de manière indiscriminée ; priver la population civile palestinienne de nourriture, d'eau, d'électricité et d'assistance médicale ; bombarder de façon indiscriminée des quartiers d'habitation palestiniens ; utiliser des civils palestiniens comme boucliers humains ; raser au bulldozer des maisons de Palestiniens en ensevelissant vivants leurs occupants bloqués à l'intérieur ».<sup>13</sup> Et l'on pourrait ajouter les exécutions sans jugement de prisonniers, le pillage de biens des familles palestiniennes, la destruction concertée des équipements collectifs et du matériel scolaire (ordinateurs, fichiers, dossiers, livres, etc.) qui assuraient tant bien que mal, malgré le bouclage complet des territoires depuis octobre 2001, une éducation minimale aux nouvelles générations de Palestiniens.

On se souvient sans doute de l'indignation unanime qui accueillit en Israël, toutes tendances politiques confondues, l'évocation de « l'esprit d'Auschwitz » par le prix Nobel de littérature, l'écrivain portugais José Saramago, choqué par les atrocités infligées par Israël en Cisjordanie dévastée, ou l'appréciation d'un parlementaire belge selon lequel « Israël avait fait de la rive occidentale un camp de concentration ». Outre que ce genre de comparaisons est également venu à l'esprit de maints intellectuels juifs consternés par les « exploits » de Tsahal, on peut répondre à tous ceux qui feignent d'y déceler la preuve d'un « regain de l'antisémitisme » ce que Norman G. Finkelstein écrivait en conclusion de l'article déjà cité : « Si les Israéliens ne veulent pas se trouver accusés d'être des nazis, ils n'ont simplement qu'à cesser d'agir comme des nazis. »<sup>14</sup>

## Pas d'État

### au-dessus de tout soupçon

Ce n'est évidemment pas dans cette voie que s'engageait le ministre de la Justice de l'État hébreu, Meir Shitrit, qui passe, on ne sait pourquoi, pour un « modéré ». À l'envoyé spécial de l'ONU, le Norvégien Terje Rød-Larsen qui, après une visite dans ce qui restait du camp de Jenine, avait décrit ce qu'il avait vu comme « une horreur qui dépasse l'entendement », M. Shitrit avait rétorqué, par télévision interposée : « Si M. Larsen tient tellement à ces réfugiés palestiniens, il n'a qu'à convaincre son pays, la Norvège, de leur ouvrir ses portes. »<sup>15</sup> C'est là le type même de repartie « facétieuse » dont étaient coutumiers les dignitaires du III<sup>e</sup> Reich, lorsque tel ou tel diplomate s'avisait d'élever – modérément – la voix contre les persécutions auxquelles étaient soumis les juifs.

De fait, les « fanatiques à l'esprit obscur par des inepties divines »<sup>16</sup> courent le monde, et Israël n'en a assurément pas le monopole. La « soi-disant promesse par un Dieu d'une terre sacrée », qui sert à justifier les crimes de guerre ou contre l'humanité d'une armée d'invasion et d'occupation, ne fait que s'ajouter à la longue liste des alibis, religieux ou profanes, dont les conquérants ont toujours besoin pour donner un air civilisé à leurs entreprises barbares.

Le « mur de protection » que l'état-major sioniste se glorifie d'avoir dressé pour annihiler par le fer et par le feu la résistance palestinienne est un véritable « mur de la honte », pour user d'une métaphore politiquement

correcte, au même titre, d'ailleurs, que chacun de ceux édifés autour des colonies installées sur les terres dont les paysans palestiniens ont été spoliés. Comme aux beaux temps de la « pacification » française en Algérie, l'État sioniste, encouragé par son « allié indéfectible » étatsunien, prétend une fois de plus résoudre à coups d'« opérations de police » le « problème du terrorisme », sans voir que si problème il y a, c'est celui de la situation coloniale faite depuis plus d'un demi-siècle aux Palestiniens. Avec, circonstance aggravante, l'ambition effrénée, non seulement de perpétuer cette situation, mais de parachever la colonisation en s'appropriant par la force les dernières portions de territoire palestinien pour les incorporer, avec ou, si possible, sans leurs habitants, à la « Judée-Samarie ».

Contrairement à ce que déplore G.-A. Goldschmidt, le criminel de guerre multi-récidiviste qu'est Ariel Sharon aura peut-être involontairement contribué, en reprenant à son compte « le cynisme sans limite des anciens persécuteurs » nazis, non pas à établir « la confusion entre des êtres humains comme les autres, les juifs, et Israël, un État comme les autres »<sup>17</sup>, mais à rétablir l'idée universaliste et égalitaire qu'il ne saurait exister de « peuple élu », pas plus que d'État au-dessus de tout soupçon.

Jean-Pierre Garnier

1. Georges-Arthur Goldschmidt, « Le retour de la mémoire », *Le Monde*, 13 avril 2002.
2. Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine ou comment terminer la guerre de 1948*, Paris, La Fabrique, 2002.
3. Cité par Georges Bensoussan, *Une histoire intellectuelle du sionisme (1860-1949)*, Paris, Fayard, 2002.
4. Sur la société palestinienne avant la création de l'État d'Israël, lire, de Henri Laurens, la *Question de Palestine*, tome II, 1922-1947 : une mission sacrée de civilisation, Paris, Fayard, 2002.
5. Göran Rosenberg, *L'Utopie perdue*, Denoël, 2001.
6. Cf. Dominique Vidal, *Le Péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, Éditions de l'Atelier, 2002.
7. Effi Eitam, « Entretien », *Le Monde*, 7-8 avril 2002.
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Le Monde*, 3 octobre 2001.
12. *Haaretz*, 25 janvier-1<sup>er</sup> février 2002.
13. Cité par Norman G. Finkelstein in « First the Carrot, then the Stick: Behind the carnage in Palestine », 14 avril 2002.
14. *Ibid.*
15. *Libération*, 20-21 avril 2002.
16. *Libre Belgique*, 12 avril 2002.
17. Georges-Arthur Goldschmidt, *art. cit.*

## Crise de foi Histoire de cloches

**E**N AUTRICHE, le tribunal administratif de Munich a statué que l'église évangélique Saint-Lucas, à Aschaffenburg, devra d'ici le premier janvier 2004 diminuer l'intensité sonore de ses cloches ou bien participer financièrement aux travaux d'insonorisation du logement de l'une de ses voisines. Dérangée par le vacarme des cloches de l'église récemment construite, la plaignante a obtenu gain de cause. C'est une première car jusqu'ici le motif de la liberté religieuse avait toujours suffi à débouter ce

genre de plaintes en Allemagne. En attendant 2004 et l'application du verdict, la paroisse est invitée à sonner le service religieux avec moins d'entrain... Il existe par contre d'autres cloches qu'on n'arrive pas à stopper. Par exemple Vladimir, métropole russe orthodoxe, qui a déclaré que « recevoir Jean-Paul II en Russie reviendrait à serrer la main d'Oussama Ben Laden à la Maison-Blanche ». C'est beau la tolérance entre chrétiens...

Régis Boussières

## Objection à l'occupation des territoires, à la guerre, aux terrorismes politiques et religieux !

Nous soutenons tous les déserteurs israéliens ou palestiniens. Il n'y a pas d'occupation sans armée, d'armée sans soldats, pas de guerre sans combattants, pas de terrorisme sans terroristes. Les véritables causes de l'état de guerre sont l'intégrisme de tout bord qui toujours partout assassine les libertés, l'étatisme qui établit les frontières et incite les peuples à l'expansion. Pour que l'horreur cesse, nous affirmons le devoir de résister à la guerre et à la haine quelles qu'elles soient !

Collectif de résistance à la militarisation  
Cram.cram@laposte.net  
**CRAM**

**A**PRÈS avoir commencé nos activités les 7 et 8 mai, après avoir dormi durant deux nuits sur la froide pierre de taille de la rue devant le palais du Gouvernement, en écoutant la toux de beaucoup d'enfants, inquiètes de la diarrhée et de la fièvre qui commencent à les frapper, nous avons pleuré en les entendant pleurer, en voyant leur maigreur et leur innocence. Bien loin de céder, nous nous sommes armées de notre courage de mères et épouses indiennes et avons décidé de poursuivre notre journée de lutte. Le 9 mai, nous étions plus de 800 mères magónistas à nous rendre au bureau du procureur général de la justice de l'État. Nous avons marché en tenant les mains moites de nos enfants. Nos seules armes étaient notre courage et notre parole.

Nous détenons la vérité, car nous seules savons que nos enfants meurent de maladies curables, nous seules savons que les haricots, le chili et l'omelette que nous mangeons jour après jour, ne parviennent pas à les faire grandir comme nous le voudrions. Nous étions aussi pleines de courage parce que nous connaissons le chagrin de nos enfants et leurs larmes, que nous partageons souvent pendant la nuit en sachant que notre mari est injustement emprisonné.

Mais nous avons uniquement constaté que notre espoir de justice est refusé par des fonctionnaires qui ne savent que mentir, diffamer, nier la vérité. Nous avons vu un bureau du procureur sans procureur. Nous avons vu des hommes armés à la main, avec des gaz lacrymogènes, et quelques fonctionnaires qui, en nous voyant arriver, ont fermé les portes du bureau du procureur.

Quand nous avons décidé de frapper à la porte toutes ensemble pour être entendues, trois mères magónistas ont été frappées à coups de gourdin et de pistolet par de lâches membres de la police judiciaire. Ont été ainsi frappées: Car-

# Mexique

## Soutien aux magónistas

**Aux médias, à la presse nationale et internationale, au peuple en général et aux mères de la planète**



men Chávez Perez, Juana Cruz Méndez et Catalina Ruiz. Ni les pleurs des enfants ni la dureté du soleil n'ont attendri les maîtres de l'argent. En réponse, nous avons vu avec frayeur que la partie haute de l'immeuble a commencé à se remplir d'hommes en noir armés, faisant des signes avec leurs armes, et d'autres nous filmant et nous photographiant.

Il ne fait aucun doute que beaucoup de magónistas seront fichées comme délinquantes et ne tarderont pas à être réprimées, poursuivies, séquestrées et torturées: c'est ainsi que les autorités répondent aux enfants et aux mères magónistas.

Dans l'après-midi de ce même 9 mai, nous nous sommes rendues à la chambre des Députés et, aux cris de « justice, santé, terre, éducation, logement », nous sommes arri-

vées devant l'enceinte législative. Dans notre langue: mixteca, zapoteca, chinanteco, nous avons élevé la voix et avons dénoncé la répression des heures précédentes. Malgré cela, les députés n'ont pas eu la décence de nous recevoir. Devant le manque d'intérêt et le manque de respect, face à l'irresponsabilité des fonctionnaires et des dirigeants, nous sommes revenues au rassemblement que nous maintenons devant le palais du Gouvernement et nous avons passé une nuit de plus à la veille de la fête des mères.

Aujourd'hui 10 mai, fête des mères, une dizaine de camarades hommes qui protègent notre mobilisation ont chanté pour nous. Pas de grands discours, simplement une invitation à résister et à poursuivre la lutte. Le cadeau, c'est pour nous l'aide qu'ils nous apportent. Presque toutes, nous trouvons dans nos enfants un refuge et nous les serrons fort dans nos bras, en leur offrant notre poitrine, notre chaleur, et notre lutte. Ainsi a commencé notre journée.

Aujourd'hui certains journaux diffusés par l'État, loin de la vérité, déforment la réalité et nous accusent d'être violentes et agressives. Aujourd'hui, par des déclarations de fonctionnaires du bureau du procureur, on répond à notre demande qu'il y aura une action en justice contre les femmes et les dirigeants du CIPO-RFM.

Nous demandons aux peuples du monde, à nos sœurs et frères indigènes, aux travailleurs de la campagne et de la ville, leur soutien résolu pour en finir avec le mensonge et la diffamation, et pour que nos demandes soient satisfaites.

Nous appelons à lutter pour le droit des femmes à être traitées partout en égales: la maison, le travail, la santé, l'éducation, le droit à la terre, à remplir des fonctions dans

la communauté, à ne pas être blessée, à décider du nombre de nos enfants, à voir notre travail reconnu. Et pour la création de programmes spéciaux, pour les femmes, permettant la formation, l'éducation, le développement, etc. Pour l'exécution des accords de San Andrés, et contre la détention de ceux et celles qui luttent pour cette réalité. Pour que l'on abroge les lois opposées à notre peuple (la loi Fox), que l'on cesse les mandats d'arrêt de nos frères. Pour l'octroi de ressources pour le développement de nos peuples, et pour que l'on respecte nos projets de transport, de production, d'agriculture organique et contre le transgénique et contre le pillage de notre biodiversité. Pour que l'on résolve le problème agraire de San Isidro Aloapam, que l'on octroie des terres pour permettre à nos sœurs de Huatulco de vivre. Et pour que l'on arrête la répression contre nos peuples et représentants, de la part des paramilitaires, des policiers et des autorités municipales, de l'État, et fédérales. Pour que l'on satisfasse nos demandes de santé, de logement, d'emploi, de

formation, de projets productifs, chemins, éclairage, eau, alimentation, écoles, etc. Et pour que la justice s'applique à Jacobo Chávez, président municipal de Tanetze de Zaragoza, pour séquestration, torture et tentative d'assassinat de 46 de nos sœurs, et parce qu'il est l'un des chefs des paramilitaires.

Justice, terre, santé, éducation, logement, travail, alimentation, liberté!

Pour la reconstitution et la libre association des peuples! Pour les droits de la femme indigène!

**Conseil indigène populaire de Oaxaca Ricardo Flores Magón CIPO-RFM**

Agence de presse A-Info

Consejo Indígena Popular de Oaxaca « Ricardo Flores Magón » CIPO-RFM, Emilio Carranza 210, Santa Lucía del Camino, Oaxaca, México. C.P. 71228. Tel: (951) 51-78183 Fax: (951) 51-78190 [ciporfjn@yahoo.com.mx](mailto:ciporfjn@yahoo.com.mx) et [mujercipo@hotmail.com](mailto:mujercipo@hotmail.com)

### Solidarité internationale libertaire vous invite à une rencontre du CIPO-RFM (Mexique), Conseil indigène populaire d'Oaxaca-Ricardo Flores Magón

Le vendredi 24 mai 2002 à 20 heures au CICP (salle Verte) 21ter, rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Rue-des-Boulets

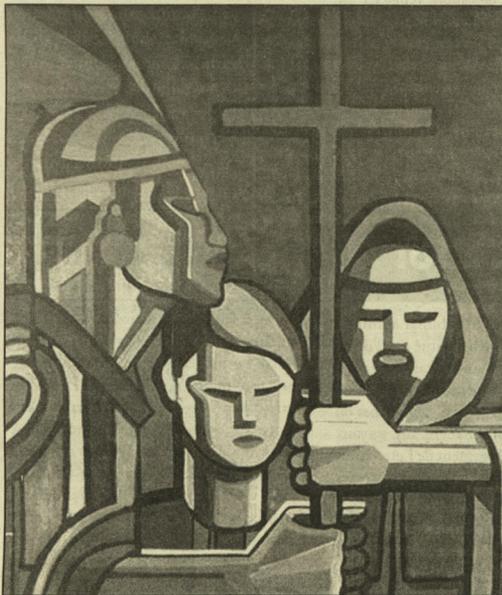
**D**ANS le cadre d'une « tournée » en Europe, Raul Gattica, du CIPO-RFM, séjournera à Paris les 23 et 24 mai prochains. Nous vous invitons à le retrouver pour une soirée d'information et de débat sur les luttes indigènes et populaires au Mexique, ainsi que sur les activités et projets du CIPO-RFM.

Le Conseil indigène populaire d'Oaxaca-Ricardo Flores Magón est implanté dans des communautés de base de l'État d'Oaxaca et regroupe depuis 1997 quatre organisations indigènes rassemblant plus de 2000 membres. Il s'agit plutôt « d'une organisation de communautés que d'une alliance d'organisation ». Il s'inscrit clairement dans le courant libertaire et agit sur plusieurs fronts, depuis la lutte pour de meilleures conditions de vie dans les communautés (eau, électricité, infrastructures, services, etc.) et l'auto-organisation des communautés, jusqu'à celle pour la reconnaissance des accords de San Andrés sur les droits indigènes. Il est adhérent au réseau Solidarité internationale libertaire (SIL).

Ses membres subissent en permanence répression et harcèlement policiers. Ce fut particulièrement le cas dans les semaines précédant une mobilisation de grande ampleur à Oaxaca, réunissant les 18, 19 et 20 novembre toutes les communautés du CIPO autour de la question des droits indigènes. Le rassemblement des femmes magónistes des 7, 8 et 9 mai dernier a dû une fois encore affronter d'importantes violences policières. Plus que jamais, le CIPO-RFM nécessite un soutien renouvelé des mouvements libertaires au niveau international.

**Solidarité libertaire internationale en France**

Transmis par les Relations internationales EA



# « Le Monde libertaire » s'interroge sur l'avenir de l'École émancipée

**N**OS AMIS de l'École émancipée du secteur rouennais reviennent sur les raisons qui les ont amenés dernièrement à une scission. Nous souhaitons leur offrir cet espace dans le *Monde libertaire*, afin de témoigner de notre solidarité à ces personnes qui font vivre encore le syndicalisme révolutionnaire. Fort de leur attachement à des bases historiques du syndicalisme enseignant du début du siècle dernier, se référant à la charte d'Amiens, l'École émancipée a su s'inscrire dans les luttes actuelles, et en être parfois à l'initiative, notamment concernant la dénonciation de la précarité ou de la mainmise des marchés sur l'École publique. Ils doivent pouvoir poursuivre leur action, en particulier par l'intermédiaire de la revue *l'École émancipée* qui est, à l'heure actuelle, la revue syndicale la plus complète dans le milieu enseignant. Le groupe départemental de Seine-Maritime de l'École émancipée (GD 76), avant de participer bien volontiers à cet entretien pour les lecteurs du *Monde libertaire*, tient à préciser qu'il ne le fait pas par choix partisan mais tout simplement parce que des militant(e)s libertaires adhérent(e)s du GD et d'autres le lui ont proposé. Il va sans dire que le GD 76 est disposé à se prêter à cet exercice avec d'autres journaux militants.

**Le Monde libertaire:** Pouvez-vous expliquer en quelques lignes ce qu'est l'École émancipée?

**Groupe départemental 76:** On peut répondre de deux manières à cette question selon qu'on est plus intéressé par l'utilisation du label historique que représente ce courant syndical ou plus déterminé à en assurer la continuité dans les organisations syndicales, celles regroupant des personnels de l'Éducation nationale qui reconnaissent le droit de tendance comme dans celles où il reste à conquérir. Les militant(e)s du groupe départemental de Seine-Maritime (GD 76) se situent dans cette deuxième approche et c'est pourquoi ils considèrent comme une priorité de garantir l'existence, en toute autonomie, de la revue *l'École émancipée* autour de laquelle doivent se regrouper et s'organiser les militant(e)s de l'ÉE. Cette revue existe depuis 1910, créée par les pionniers du syndicalisme universitaire, essentiellement, à cette époque, des instituteurs et des institutrices qui, s'opposant au corporatisme des amicales inféodées au pouvoir d'État, voulaient rejoindre les Bourses du travail, ce qui était alors interdit aux fonctionnaires.

Elle a traversé le siècle et porte toutes les cicatrices des combats menés dans les luttes sociales mais aussi celles des confrontations internes qui ont émaillé l'histoire du mouvement ouvrier, en particulier avec le courant stalinien. L'École émancipée a dû, au cours de sa longue histoire, faire des choix et prendre position lors des différentes scissions et réunifications de la CGT à la CGTU, puis la CGT réunifiée, puis la scission de 1948 entre la CGT et la CGT-FO avec son refus de choisir entre une confédération stalinienne et une confédération anticommuniste... et ce fut le choix de l'autonomie avec la création de la

FEN autour de la motion Bonissel-Valière, Valière étant le représentant de l'ÉE. Ce texte fondateur d'une FEN qui se mettait en autonomie non par principe mais en voulant œuvrer à l'avènement d'une CGT réunifiée, mérite la relecture car il contient des principes auxquels les camarades du GD 76 restent sensibles (même s'ils ont été rapidement piétinés par les majoritaires de l'époque): un syndiqué = une voix, homogénéité des exécutifs et représentation proportionnelle des minorités dans les délibératifs, rotation des mandats, non-cumul des mandats politiques et syndicaux entre autres, prééminence du fédéral sur le corporatisme.

La revue *l'École émancipée* a toujours su garder une totale indépendance de ton et de parole. Cela a toujours été le souci premier, tout au long de ce presque siècle d'existence, des camarades particulièrement investis dans le travail de son animation, de ne pas tomber sous la « protection » d'une quelconque direction politique. Il y a eu de nombreuses tentatives, et nous sommes confrontés, dans la période actuelle, à une telle situation. En effet, notre revue, et avec elle l'association des Amis de l'École émancipée, a été, ces dernières semaines, l'objet de manœuvres visant à la déstabiliser et même à l'empêcher de paraître.

**Le Monde libertaire:** Quelle est aujourd'hui sa portée dans le milieu enseignant?

**GD 76:** La scission-implosion de la FEN en 1992 va engager dans le syndicalisme universitaire une période de recombinaison dont on ne peut pas dire qu'elle soit arrivée à son terme. C'est dans ses suites qu'il faut chercher les causes des difficultés dans lesquelles se trouve notre courant syndical. Aussi est-il difficile d'estimer son influence autrement qu'avec les pourcentages obtenus lors des diverses consultations organisées dans les différents syndicats de la FSU, ce qui ne peut constituer qu'une image partielle de l'influence de l'ÉE dans son champ d'intervention puisque la totalité des militant(e)s de l'ÉE ne se retrouve pas dans la FSU comme on pouvait la retrouver dans l'ex-FEN. Pour donner une idée de l'influence de la tendance, lors de la dernière consultation au SNES, les deux listes ÉE (cf. plus loin) ont totalisé quelque 16 % et au SNUIPP, le texte ÉE a retenu 25 % des votes. Mais on peut maintenant parler de la diaspora de l'ÉE puisqu'on rencontre des camarades de l'ÉE à SUD-Éducation, à la CNT, à la CGT... Il est difficile dans ces organisations de mesurer son impact. Maintenant restent les luttes, et vous savez bien que nous y prenons toute notre part en particulier sur le dossier de la précarité.

**Le Monde libertaire:** Quelles sont les raisons qui ont amené à cette situation de scission?

**GD 76:** La dernière période, disons ces quinze dernières années, marquée par une grave crise du syndicalisme, a jeté le désarroi chez les militant(e)s de toutes sensibilités. Dans ce qu'il est convenu d'appeler le syndicalisme enseignant (même si on n'y rencontre pas que des enseignants), la FEN tenait une place particulière qui pouvait laisser penser qu'elle pourrait être épargnée grâce à son statut d'autonomie où la reconnaissance du droit de tendance faisait cohabiter diverses sensibi-

lités. Cependant les divergences et rivalités corporatistes entre les deux gros syndicats (SNES et SNI), cristallisées par des oppositions de tendances Unité et action et Unité-indépendance et démocratie, en lutte pour la direction de la fédération, conduisirent le courant majoritaire (UID) à précipiter les choses en organisant une opération de rupture qui devait conduire à éliminer les diverses oppositions internes puis à la création de l'UNSA. On ne peut pas être sûr que les responsables de la tendance U et A en aient été aussi désolés qu'ils ont bien voulu le dire, dans la mesure où autour du SNES il leur était possible de constituer une nouvelle fédération... Ce fut la FSU... et il n'était pas indifférent qu'ils la créent avec le courant historique du syndicalisme universitaire. Pour l'École émancipée qui regroupe des militant(e)s de diverses sensibilités, les voies de la survie étaient plus étroites et c'est dans les choix faits à cette époque qu'il faut chercher l'origine de la situation de scission où nous nous trouvons.

L'École émancipée va se diviser dans ces choix. C'est au congrès constitutif de la FSU qu'une majorité de délégué(e)s ÉE va se prononcer, avec la direction U et A, pour une plate-forme revendicative corporatiste ne plaçant pas la question de la précarité au centre des préoccupations et pour des statuts faisant de la fédération une sorte d'union de syndicats nationaux souverains, notion totalement étrangère aux principes mêmes de l'ÉE. Ces camarades engagés avec U et A dans une construction « consensuelle » de la FSU vont peu à peu mettre en place une École émancipée « bis » totalement autonome des instances statutaires de l'ÉE. Leur choix va leur permettre de faire leur entrée dans les instances exécutives de la FSU et de ses syndicats nationaux et d'y gagner des postes de permanents. Forts de cette implantation nouvelle, ils n'auront de cesse de marginaliser le fonctionnement statutaire de l'association des Ami(e)s de l'École émancipée au bénéfice de structures nouvelles de type stage où les permanents ÉE de la FSU consolident, indépendamment du débat interne de l'ÉE, une orientation privilégiant la recherche d'arrangements avec les directions syndicales au détriment d'une opposition résolue à leur réformisme notamment en matière de précarité. Cette situation ambiguë – que dans une phraséologie bien connue, ces camarades analysent comme une opposition entre une ÉE réelle (celle qui se construirait dans les instances de la FSU et de ses SN) et une ÉE archaïque – devenait embarrassante surtout après que des camarades ont décidé de lever le secret de Polichinelle en présentant une liste authentiquement ÉE aux dernières élections internes du SNES. Mais comment pouvaient-ils normaliser la situation en respectant les règles statutaires de l'ÉE, alors qu'à chaque assemblée générale statutaire ils étaient mis en minorité? En trichant.

Au cours d'un « collège » (instance fédérale nationale de l'ÉE), ils proposent que soit convoquée une assemblée générale statutaire extraordinaire. Les groupes départementaux (GD) dûment mandatés sont appelés à se prononcer sur cette demande. À plusieurs reprises, des camarades demandent qu'il soit

procédé au contrôle des mandats des délégué(e)s de GD présents. Chaque fois, le responsable national qui préside ce « collège » s'y refuse, soutenu par les partisans de la normalisation. Après une ultime demande solennelle, d'un camarade du GD 76 d'ailleurs, et devant le maintien du refus, une partie du « collège » décide de poursuivre dans une salle voisine. Depuis, les normalisateurs ont été à l'initiative d'une réunion qu'ils ont baptisée « AG statutaire ». La composition même de cette assemblée, affichée par ses promoteurs, montre qu'un majorité de ceux qui y ont participé n'ont jamais fait partie de l'association des Amis de l'École émancipée.

L'importance des enjeux de l'heure devrait appeler ces camarades à un peu de responsabilité. Il nous paraît plus utile de rassembler autour de la revue *l'École émancipée* l'ensemble des sensibilités militantes qui, indépendamment de leurs attaches syndicales, sont prêtes à se mobiliser contre l'offensive libérale et le fascisme qui s'en nourrit plutôt que de vouloir privilégier l'apparition de l'École émancipée dans la seule FSU.

**Le Monde libertaire:** Pouvez-vous rappeler quelles sont pour vous les valeurs essentielles à défendre dans le syndicalisme aujourd'hui?

**GD 76:** Le combat que nous menons en voulant préserver les principes incarnés dès ses origines par l'École émancipée et affirmés par la charte d'Amiens ne relève pas de l'esthétisme mais d'une impérieuse nécessité pour l'avenir du syndicalisme. Trop de syndicalistes ont la tentation de faire leur la formule, hélas stupide, de *l'Internationale* « Du passé faisons table rase ». Et de considérer que dans le monde neuf dans lequel nous vivons, la base principale sur laquelle nous devons nous fonder n'est plus la lutte des classes. Alors que cette référence est nécessaire dans une période de flou idéologique, elle disparaît des préoccupations des instances syndicales au profit de textes jouant sur ce qu'il est convenu d'appeler le social.

Plus que jamais le syndicalisme dans le secteur de l'éducation doit comprendre qu'il est en première ligne. L'école est devenue un marché à conquérir. Un marché comme un autre, diront certains, sauf que l'école a aussi pour fonction de « formater » les esprits. Nous en arrivons à penser que « le meilleur des mondes » n'est pas pour demain mais pour tout à l'heure. Dans cette situation, on comprend l'importance que le syndicalisme universitaire doit prendre dans le mouvement social qui s'organise contre la mondialisation capitaliste. Le système éducatif est l'objet d'une offensive généralisée de réformes qui, sous des appellations diverses, prétendent transformer l'école. Il y a urgence à politiser les explications, à montrer que l'objectif poursuivi est le même aux différents niveaux et que dans tous les cas il ne va pas vers une démocratisation de l'école même s'il est enveloppé dans un emballage pédagogique emprunté aux associations pédagogiques les plus respectables.

Pour l'heure, la réalité palpable dans les établissements est la précarité et l'accentuation à venir de la précarité. C'est donc, pour la nécessaire défense de ces personnels surexploités mais aussi pour faire échec à la

politique libérale de la gestion des personnels et des services, que la lutte contre la précarité doit être centrale dans nos préoccupations et articuler l'orientation syndicale. On touche là tout à fait aux principes définis par la charte d'Amiens à propos de laquelle tu ne vas pas manquer de nous demander si elle reste d'actualité.

**Le Monde libertaire:** À propos, en quoi le rattachement à la charte d'Amiens et au syndicalisme révolutionnaire est-il toujours d'actualité?

**GD 76:** Au dernier congrès académique de la FSU, nous avons proposé une motion rappelant le lien entre le syndicalisme que nous voulons développer et la charte d'Amiens. Ce simple rappel a été largement repoussé y compris par des délégué(e)s se réclamant d'une ÉE « modernisée ». ... Ainsi certains pensent qu'il est temps de faire son deuil des lunes du passé et que maintenant est venu le moment d'être un interlocuteur sérieux et constructif pour mener à bien les transformations nécessaires pour moderniser. Moderniser quoi? On ne sait pas trop bien, ou plutôt ceux qui le savent ne le disent pas à ceux qui subsistent. Au risque de choquer, on pourrait dire que le premier devoir du syndicalisme aujourd'hui est d'apporter aux salariés les informations, les analyses qui leur permettent de comprendre les enjeux des mutations auxquelles nous assistons, de montrer que ces mutations ont une cohérence dans une politique globale. C'est ce travail pédagogique qui permettra d'élever le niveau de conscience des personnels qui pourront alors engager des luttes d'ampleur, unitaires, inter-catégorielles sans tomber dans le piège de négociations jouant sur le corporatisme relayé par le syndicalisme de sommet.

Forcé est de constater que ce travail n'est pas fait par les fédérations syndicales et les syndicats qui, forts de leur représentativité, seraient les plus à même de mener cette campagne pour préparer cette lutte. La théorie léniniste que nous avons toujours condamnée qui veut que, dans un partage des tâches soigneusement entretenu, le syndicalisme met la pression sur le champ social et que ce ou les partis ouvriers se proposent de donner corps à ses aspirations a enfin vécu. C'est un acquis positif de la gauche plurielle au pouvoir, de l'après 95. Reste à construire un syndicalisme qui n'hésite pas à politiser son discours non pas pour entrer dans le jeu politicien mais parce que c'est une nécessité pour sa propre survie, pour rendre crédible son action. Aller manifester à Barcelone ou participer à l'antismet de Porto Alegre, c'est bien, mais encore faut-il que sur le terrain les salariés fassent le lien avec leurs préoccupations quotidiennes et leurs inquiétudes.

**Le Monde libertaire:** Comment voyez-vous l'avenir de l'École émancipée?

**GD 76:** L'École émancipée n'est pas en bonne santé. Nous nous trouvons dans la situation de vouloir sauver une espèce en voie de disparition alors que d'autres ont déjà choisi le zoo comme stratégie de préservation. Il faut faire vivre l'École émancipée et le cœur de l'ÉE c'est sa revue. Si nous y parvenons, nous n'aurons pas résisté en vain à une stratégie politique menée par des militants pour la plupart de la LCR qui, d'ailleurs, trahissent la quasi-totalité des postes de permanents offerts dans le cadre de l'hétérogénéité des exécutifs de la FSU et de ses syndicats nationaux. Pour nous, faire vivre la revue, ce n'est pas en faire le bulletin officiel. Ce n'est pas en faisant de la revue l'École émancipée l'organe central de l'opposition consensuelle partie prenante des directions de la FSU et de ses syndicats nationaux que cet objectif sera atteint. Dans

l'émiettement syndical que l'on observe et pour enrayer la dispersion des militant(e)s voulant faire échec au libéralisme dans le système éducatif, il faut poursuivre le travail entrepris par ses responsables successifs parmi lesquels figure Michel Chauvet, qui a consisté à faire du plus ancien journal syndical dans le secteur de l'éducation une publication ouverte, en tant que tribune libre, à tou(te)s les syndicalistes qui y sont abonné(e)s.

**Le Monde libertaire:** Quelles sont les critiques les plus importantes que vous avez à l'égard de l'École publique actuelle?

**GD 76:** Dès son origine, l'école publique est conçue comme un outil politique qui a une mission. Jules Ferry ne s'en est jamais caché: « Nous attribuons à l'État le seul rôle qu'il puisse avoir en matière d'enseignement et d'éducation. Il s'en occupe pour maintenir une certaine morale d'État, certaines doctrines d'État qui importent à sa conservation. » De ces temps maintenant lointains, nous ne devons pas garder la nostalgie des hussards noirs de la République. Cependant, certains ont tôt fait, au nom d'une conception assez particulière de la liberté, au nom de la modernité, de jeter le bébé avec l'eau du bain. Que la conception républicaine de l'école développée par Jules Ferry soit condamnable en ce sens qu'elle place l'élève dans un système où il se trouve être un objet au service de la classe dominante et utilisable dans des conflits d'intérêts qui ne sont pas les siens, nous semble à l'évidence indiscutable. Là où un problème se pose, c'est quand, sur l'air des lampions, on fait sienne la formule: « L'école de Jules Ferry est morte! » Certains se trouvent là en navrante compagnie avec ceux qui, loin de vouloir contester le rôle normatif de l'école, en rejettent le rôle social, émancipateur et condamnent essentiellement l'école gratuite, laïque et obligatoire, au nom du marché.

Le système éducatif a toujours subi les fluctuations des nécessités économiques mais on peut dire que dans la période plus récente, celle de la globalisation de l'économie mondiale, il est l'objet de mutations dont le but est la mise en adéquation de l'école avec les nouvelles exigences de l'économie capitaliste qui se traduit par le passage de la « marchandisation ». Nous rejoignons par là les travaux de Nico Hirtz en résumant que l'appareil scolaire est dorénavant appelé à servir mieux et davantage la compétition économique et ce de trois façons: en adaptant le travailleur à une économie instable et duale, en éduquant et en stimulant le consommateur et enfin en s'ouvrant lui-même à la conquête des marchés. Peut-être, tout compte fait, n'y a-t-il rien de bien nouveau dans cette conception de l'école, mais la nouveauté si on peut dire, c'est que nous sommes passés de l'espace étroit des États à celui de la planète. Et cela modifie considérablement les capacités d'action syndicale et également, nous en parlons tout à l'heure, le niveau d'explication à atteindre pour construire des mobilisations qui soient autre chose que des mouvements d'humeur, mouvements d'humeur bien compréhensibles, mais usants et destructeurs, à terme, du mouvement syndical.

Maintenant, au-delà de ce que l'on sait sur l'école « machine à reproduire les inégalités de classe », il est de la responsabilité de tous les citoyens et en premier lieu les personnels de l'Éducation nationale de mener les luttes pour permettre, même dans l'imperfection, à tous les enfants et jeunes de bénéficier du meilleur enseignement possible car ce serait stupide de dire que nous préférons l'ignorance à cette imperfection. De ce point de vue, l'École émancipée n'est pas une tendance idéologique

comme on entend dire parfois, et les mobilisations des personnels pour des « moyens » sont nécessaires. D'ailleurs les moyens ne sont pas aussi une arme idéologique surtout lorsqu'ils sont imperceptiblement mais continuellement comptés à la baisse. Le résultat le plus tangible de vingt-cinq ans d'« amélioration du système éducatif » a été un appauvrissement de la formation des élèves. Le second résultat évident est l'économie budgétaire réalisée. Si le même enseignant peut prendre en charge deux fois plus d'élèves en français, cela diminue de moitié le coût de l'enseignement de cette matière.

**Le Monde libertaire:** Quelle évolution souhaiteriez-vous pour l'école et la formation des individus en général?

**GD 76:** Une formule fait florès à propos de cette question: « l'apprentissage tout au long de la vie ». Qui pourrait la récuser? Cette formule est née des réflexions de l'ERT (European round table), puissant lobby patronal auprès des instances européennes et notamment celles qui sont en charge de l'éducation. Chacun comprendra, sachant d'où vient cette formule, que cela ne vise pas à faire accéder l'humanité tout entière aux trésors des connaissances universelles mais d'assurer une rotation rapide et une flexibilité professionnelle maximale des travailleurs pour mettre à jour leurs compétences « du berceau au tombeau » (*sic*) afin qu'ils maintiennent à niveau leur compétitivité professionnelle durant leur temps libre en utilisant des connexions qu'ils paieront de leur poche.

Actuellement, le capitalisme favorise la contestation du système scolaire, pour mieux faire passer son propre projet libéral. Les réformes sont ainsi présentées comme des réponses aux aspirations pédagogiques. Pourtant les réformes se succèdent, puis disparaissent sans bilan, avec comme résultat le plus notable le découragement des équipes qui s'y sont investies: PPAP, travaux croisés puis IDD, TPE, heure de vie de classe... qui toutes « ressemblent » à de véritables avancées mais dont la mise en œuvre sans les moyens nécessaires (en temps comme en personnel titulaire et permanent) aboutit à tout autre chose. Cela permet au contraire de détruire le système (dégraisser le mammoth!), de casser les statuts des personnels en mettant en place une politique de précarisation des emplois au nom de la nécessaire souplesse. Dans le même temps, l'État abdique son rôle de garant de l'égalité territoriale des citoyens, via la décentralisation, il réussit à masquer son projet d'abandon « scolaire » de couches entières de la population, là encore sous couvert de réformes « pseudo scientifiques ». Un vaste système de distribution de crédits, non transparent, inégalitaire, provoque la confusion de ceux qui veulent revendiquer un meilleur destin scolaire pour leurs élèves et qui sont poussés à le faire sur un plan strictement local.

Ces dispositions qui permettent une apparente liberté pédagogique laissée au personnel d'un établissement dans le cadre d'un projet, sont davantage motivées par la nécessité de rétablir ici ou là un semblant de paix sociale pour laquelle les enseignants sont ainsi plus appelés à se mobiliser que pour exercer leur fonction de transmetteurs des savoirs. La confusion idéologique dans laquelle les chantes du libéralisme opposent modernité et conservatisme nous impose une grande méfiance.

L'expression « école républicaine » est associée, dans l'esprit de certains camarades, à « pédagogie réactionnaire », et les expressions « pédagogie coopérative », « pédagogie alternative » sont associées dans l'esprit d'autres camarades à « déréglementation », « absence de

cadre service public ». Cette opposition a été l'objet d'une commission lors de la semaine de l'École émancipée de juillet 2001. Il a semblé qu'un consensus entre ces deux positions était possible. « Innovation » et « changement » sont des mots creux, voire dangereux quand on n'en précise ni le cadre ni les finalités. L'innovation telle qu'elle est mise en avant par le ministère vise à transformer, à casser le cadre, y compris juridique, de l'école. Ce à quoi s'opposent les syndicalistes révolutionnaires de l'enseignement, c'est à l'école bourgeoise et à son projet de reproduction de la domination. Ce n'est pas à l'école républicaine, cette appellation ne disant rien de la pédagogie, c'est-à-dire du « rapport social de transmission de savoir ». Le débat sur les modes de transmission est donc à dissocier du débat sur le cadre, il est à mener dans un deuxième temps, après accord sur les principes.

Le principe que nous devrions défendre serait celui de l'école républicaine, défini simplement par les trois mots « laïque, gratuite, obligatoire », qui ne dessine rien d'autre que le cadre de service public, c'est-à-dire celui du droit à l'éducation, de l'égalité d'accès pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire. Il affirme la nécessité d'un lieu unique pour l'éducation, qui seul permet le développement d'une émancipation sociale. Ce principe permet de se prononcer pour des orientations claires, revendicatives et pédagogiques (refus de l'individualisation généralisée de l'enseignement, refus de la différenciation de l'accès aux savoirs) et plus généralement de combattre toutes les idéologies autour de la « marchandisation » de l'école et de la ségrégation scolaire.

L'École émancipée n'a pas vocation à privilégier telle ou telle approche pédagogique. Nous sommes résolument pour la liberté pédagogique des enseignants et des équipes qui se constituent au hasard des nominations. Les maîtres, pas plus que les élèves, ne peuvent prétendre à quelque cooptation que ce soit ou alors comment revendiquer la mixité sociale? Ce qui nous semble important dans les choix pédagogiques des équipes, c'est l'idée que l'intérêt social des élèves pour une nécessaire acquisition des connaissances doit être privilégié à l'esthétisme pédagogique sollicité par la hiérarchie. Dans cette marge, se trouve peut-être la bonne voie.

Nous vivons une période décisive pour l'école publique, que ce soit dans le choix de ses missions comme dans l'organisation de ses structures. Certains imaginent déjà qu'elle a fait son temps et qu'elle n'aura plus guère d'utilité que pour inculquer quelques rudiments basiques aux exclus de la mondialisation heureuse. Tous ceux qui refusent cette logique doivent se retrouver et débattre pour mettre en place les stratégies, les campagnes d'explication et les luttes pour y faire échec. Nous leur donnons rendez-vous à la prochaine « semaine de l'École émancipée » qui se tiendra du 8 au 17 juillet 2002 à Duras dans le Lot-et-Garonne.

Pour plus d'informations, prendre contact avec l'École émancipée:  
Gérard Faure, responsable national  
Tél.: 04 91 85 56 45  
E-mail: gerard.M.Faure@wanadoo.fr.

Pour s'abonner à la revue l'École émancipée ou pour participer à la souscription permanente, prendre contact avec Colette Mallet, Le Stang, 29710 Plogastel-Saint-Germain.

**Groupe FA de Rouen**  
Propos recueillis par Virginie Benito

Étant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés, de temps en temps, de noter l'apparition de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploités et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement, l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite, la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. « Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes; un gouvernement de gauche les amnistierait; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie. » Voilà la ten-

dance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Andréa Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Première Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquentes dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire; et la littérature révolutionnaire française de la première décennie après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direction du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment: on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison, et avec une

## Anarchistes « électionnistes »

certaine de prétextes, une certaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les trans-fuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électorale du bloc de gauche les

aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon — pas même l'amnistie — si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permet de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'État, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères... Nous en convenons volontiers; et nous convenons également qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un État ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement, il s'agit là d'une illusion; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole: elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui se serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas: même si certains petits progrès étaient la

conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant. Mais alors — puisque l'on veut être « pratique », il faut l'être jusqu'au bout —, alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu: le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

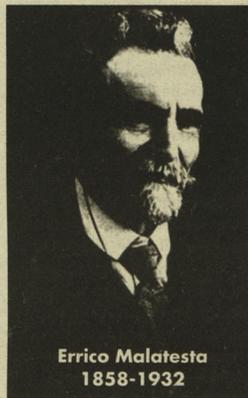
Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon au moment où s'approche rapidement notre heure.

Malatesta

*Pensiero e Volontà*, 15 mai 1924, trad. « Noir et Rouge », in « Articles politiques d'Errico Malatesta » aux Éditions 10-18 (épuisé).

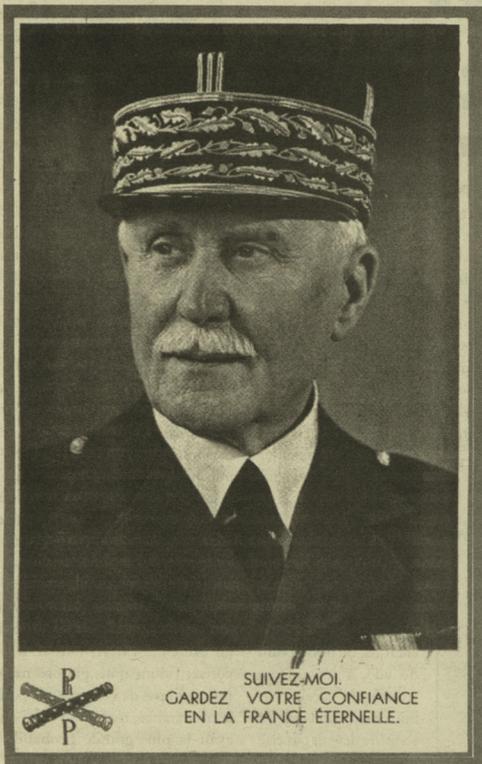


Malatesta et  
Luca Fabbri



Errico Malatesta  
1858-1932

# Comment le maréchal Pétain inventa la fête des Mères



Texte lu lors de l'émission de Radio libertaire « Femmes libres », le mercredi 21 mai 1997



lourde, presque grasse. Le général passa le doigt sur la vapeur, un petit point d'abord... puis il agrandit le cercle, et son regard forant la nuit il surprit deux silhouettes imprévues.

Ça lui fit un coup dans le ventre. Un complot? Un sale coup de taxis? Les agences d'information avaient signalé que la Marne était en crue depuis qu'il lui avait préféré les eaux gazeuses de Vichy.

Les ombres ondoyaient, ou plutôt serpentaient dans la semi-obscurité. Heureusement pour le maréchal, Magritte n'était encore que belge, car alors il eût compris que ce bleu... la dernière couleur du prisme qui donne couleur à la mer, à la mort et à l'amour, avait l'humour menaçant d'une arme blanche dans un chapeau melon.

## « Maréchal, nous voilà ! »

Les ombres venaient de disparaître dans le noir, et le noir se faisait épais, long comme un jour sans pain... Le bon pain de France bien chaud, bien croustillant, levé comme la belle jeunesse qui chantait: « Maréchal, nous voilà !... »

L'ombre tremblait dans l'ombre. Les mâchoires tremblaient contre la vitre. Peur. Peur. Il se domina, restant fidèle au serment fait quand il avait gagné sa première étoile. Il crispa un peu plus les doigts de la main gauche sur l'espagnolette et il n'appela pas sa mère.

Mais que faisaient ces ombres? Ça durait... si ça continuait le cœur allait lui étouffer la gorge tant il remontait. L'abdomen dans le ressac semblait vouloir rejoindre le plancher, mais le regard fut très vite, à nouveau vers le lieu qui le fascinait. C'était pire que des vagues, pire que des courants, pire que des marées, pire que des tempêtes... « C'est Vénus tout entière à sa proie attachée. » Il eut un geste du petit doigt, de la même main gauche, pour saluer les morts de la France. Les survivants, enfin tous ceux qui avaient connu ces

phénomènes désolants de perte de contrôle de soi.

L'ombre alors cracha sa menace: il était blond, elle était brune-et pourtant blanche, ses cheveux tombaient sur ses hanches... Il serra les cuisses, serra les mâchoires et jura de faire un exemple. Jamais plus on ne se permettrait une telle provocation. Saloperie de grisette, de catau, de margot, de goton, de souillon, de minette, de putain, de catin, de salope... Femelle en chaleur... Fallait les jeter, les jeter. Les engrosser d'abord, les jeter ensuite.

Qu'elles travaillent au lieu de courir la nuit. « Travail, Famille, Patrie ». Qu'elles travaillent à la famille pour la patrie. Que les femmes procréent...

Depuis Lisistrata, elles avaient un peu la trop tendance à jouer les empêcheuses de massacrer en rond... Encore que, en 14, mais non, il ne fallait pas voir les exceptions... sa mère, par exemple, c'était la multitude grouillante des femmes, suant, riant et jacassant.

L'Allemagne montrait la voie. L'Histoire mordait la nuque.

Que les jeunes gens les prennent, les engrossent et les jettent. Qu'elles pondent, les gueuses... Des mâles de préférence, qui s'en iraient au pas cadencé pour lui chanter: « Petit père du peuple de France... maréchal... »

## « Travail - Famille - Patrie »

Pour le travail, il avait déjà eu l'idée de faire du 1<sup>er</sup> mai la fête du Travail.



Ça, c'était du beau travail. Sûr qu'ils ne s'en remettraient pas et qu'ils ne comprendraient pas le prodigieux détournement historique qu'il opérât là...

Pour la famille, il fallait un supplément spécifique: une fête des Mères. Ainsi, chaque année, avec des fleurs, on leur montrerait le seul sens de leur vie: être le sel de l'homme et la génitrice de sa portée.

Pour le reste, travail salarié ou domestique, trottoir ou frottoir, il s'en fichait comme de l'an 40.

## Bonne fête maman!

« Bonne fête maman! » Ce que devait depuis cette noble journée prêterait à sourire s'il n'y avait cette inacceptable agression de toutes les fêtes instituées, avec cadeau à la clé. Femme quelle honte est la tienne d'accepter avec sourire et émotion les cadeaux annuels de tes enfants. Comment peux-tu réduire même un seul jour l'enfant à sa fonction de fils, de fille, ton fils, ta fille; et te mépriser toi-même en acceptant même un jour seulement de n'être que la fonction qui a procréé, nourri.

Et la mère dépaquette. Non, ce n'est pas possible, elle qui avait justement ces temps derniers essayé de suggérer que, justement, elle aurait aimé... Et puis, clac! ça vous arrive directement du rayon des cadeaux du supermarché. « Et si ça ne te plaît pas tu peux l'échanger. »

Tout est changeable, interchangeable. L'interdit sexuel devient licence sexuelle, et le cadeau, comme la fête, n'est plus qu'un signe, un signet marque page.

Peut-être qu'ici reste l'espoir. L'écart, la marelle où elle se marre. À cloche-pied avec son temps. On nous crée des fêtes, et il n'y a plus de fête. On nous structuralise, on nous psychanalyse.

Tout le jour sur moi ton odeur, mon nez à la marque de ton cou. Et l'enfant qui apprend à marcher et qui me fait grandir n'a pas encore appris à dire: « Bonne fête maman! »

Marie-Dominique Massoni

AU PAYS de la francisque, il y avait un général, bien bon qui rotait des canons. Depuis qu'il avait gagné la guerre, la seule, la vraie, il saluait chaque jour à 6 heures et à 16 heures, en secret, la petite cantinière de sa jeunesse qui lui apportait si rondement le café... Et la tasse lui réchauffait les doigts; à chaque fois, il se proposait d'aller plus loin, mais la donzelle non trossée repartait. Elle revenait à chaque appel, mais le café qui aurait dû les rapprocher toujours les sépara. « Ô siècle! Ô mémoire! Conservez à jamais ma dernière victoire! »

Le général gagna Verdun sans perdre un bras, ni une jambe, ni un poil de moustache, mais il perdit à jamais l'espoir de draguer les filles. Les médecins consultés sur ses amnésies avaient conclu à un choc traumatique. *Artemis delenda est*. Ne retrouvait-on pas la même racine dans les noms de *Verdun* et de *Versailles*? Un jeune médecin nota que le radical « ver », inversé, donnait le mot « rêve ».

Qui peut guérir une inversion de rêve entre Versailles et Verdun? Le jeune homme répondit: « Personne » et bredouilla des excuses. Et le vieil homme sentait s'échapper sa virilité; la médecine se démettant, il se fit fabriquer un masseur à mémoire et, ému, se retrouva aspirant. Quelle fière allure, il avait en ce temps-là. Il soupira. Il reprit sa casquette et compta ses étoiles. Mais ses yeux, qui avaient perdu tout éclat, avaient

gagné un tic: ils clignaient dès qu'apparaissaient des rondes d'étoiles et de femmes brutalisées. Alternaient valse et scotch, viols et coups de feu, demain viendraient des jeunes Croix-de-Feu.

« Enfants du sexe mâle, quelle est votre douceur... Mais non! reprenons le sillon! Le blé! Blé en herbe, non! Non! ça c'est cette pétasse de Colette! Non! Blés mûrs, moisson future. Blés chauds comme des seins de femme dorés au soleil. Au soleil de Verdun... »

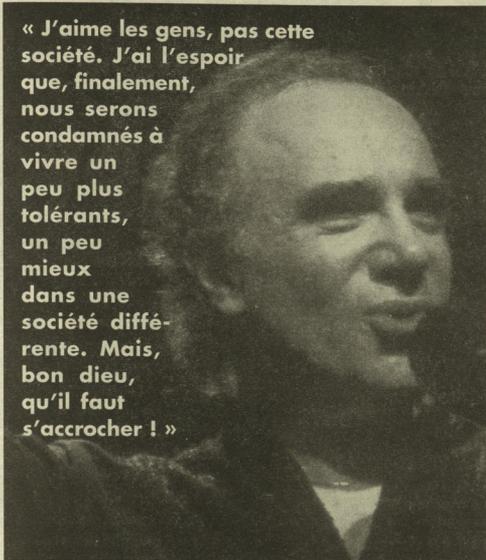
Voyons, avait-il jamais désiré une femme? Avait-il même été à Verdun?

Un jour, il avait perdu le fil; et cette glorieuse mémoire, il ne savait pas si elle n'était pas pure invention de...

Lui était trop chargé d'ans, et il ne savait plus. Il recompta ses étoiles. Voyons, il se souvenait qu'il avait été humain pendant la fameuse guerre. On lui avait raconté, l'autre jour encore, comment il avait fait cesser les exécutions des déserteurs. C'était ce charmant saint-cyrien aux grands yeux qui en parlait... Il soupira d'aise en remontant un peu ses épaulettes. Il était devenu, depuis, l'étoile n° 1 du pays, et jamais il ne recomptait les étoiles de sa casquette.

Parfois, il doutait de tout ce qu'on lui rapportait. C'était trop. C'était faux. Ou alors sa mémoire le trahissait. Et il soupira. Le soupire du grand homme embua la vitre, et la vitre s'étonna que cette buée-là fut comme tant d'autres... aussi

« J'aime les gens, pas cette société. J'ai l'espoir que, finalement, nous serons condamnés à vivre un peu plus tolérants, un peu mieux dans une société différente. Mais, bon dieu, qu'il faut s'accrocher ! »



# Rencontre avec Serge Utgé-Royo

Samedi 1<sup>er</sup> juin, une artiste qu'on a déjà vue avec moi mais que j'aime beaucoup et qui chante rarement à Paris, Geneviève Charlot, avec un guitariste et une violoncelliste. Et, enfin, dimanche 2 juin, comme on

commence un peu plus tôt et que c'est notre dernier jour, Christiane Stefanski, grande chanteuse de Belgique francophone, une amie personnelle et une très grande interprète. Puis, en lutin voyageur, j'inviterai Michel Bühler, Suisse du monde, à me rejoindre: j'apprécie et j'aime depuis longtemps l'homme et son univers.

**Sylvain Briant:** Eh bien, Serge, beau plateau!

**Serge Utgé-Royo:** Beau plateau, et je suis ravi de les accueillir à L'Européen qui sera – peut-être – un petit bout de ma maison pendant cinq jours.

**Sylvain Briant:** Il y a un an et demi, l'arrivée du pianiste Philippe Leygnac a renouvelé le rythme de vos chansons et, depuis, il les revisite; Jack Thysen est présent, depuis de nombreuses années, à la basse; et enfin la venue du guitariste Jack Ada. Qu'est-ce que cela a changé et change pour vous, et comment travaillez-vous ensemble?

**Serge Utgé-Royo:** Ce qui change, c'est que j'entends des sonorités nouvelles... Jack Ada, je le connais depuis longtemps, pour l'avoir vu et entendu jouer avec Gilbert Lafaille et Marie-Josée Vilar: il y a des chansons pour lesquelles je laisse ma guitare parce que lui reprend l'accompagnement. Pour moi, c'est une libération extraordinaire: je suis quand même chanteur avant tout, libre enfin de mon appareil respiratoire, tout bêtement, et de mes mains. Avec Jack Ada, je vais pouvoir reprendre *Le Soldat de Marsala* dans le premier arrangement guitare de Jacques-Ivan Duchesne, et je suis ravi: c'est à des petits détails comme ça que les artistes peuvent aussi être heureux sur scène...

**Sylvain Briant:** À qui devez-vous votre voix?

**Serge Utgé-Royo:** C'est un organe, un muscle; mais j'ai beau être contemplatif, je suis aussi travailleur... Et j'ai travaillé ma voix. Enfant, on me hissait sur les tables, et je chantais déjà *Les Carabiniers de Castille*... J'aurais pu chanter des tas de conneries – et j'en chanterai peut-être, parce qu'il y a aussi de belles conneries musicales... Vous ne voulez pas que je vous chante *Minuit, chrétiens*, une fois de plus? (*rires*, allusion à une blague que nous avons faite ensemble avec quelques complices pour Radio libertaire, si, si...) La voix, pour le plaisir, c'est fabuleux! Donc, je la dois à la nature et à un petit peu de travail, quand même...

**Sylvain Briant:** Et à qui devez-vous votre voie?

**Serge Utgé-Royo:** À la vie, aux gens rencontrés, à mon père et ma mère, qui étaient des exilés d'Espagne – des militants pas très aliénés, assez ouverts. Et puis un grand-père maternel fabuleux, exilé aussi, et enfin des vieux « tontons » de circonstance autour de mon enfance et de mon adolescence, qui m'ont éduqué, ouvert les yeux et les oreilles sur ce qu'avaient fait et écrit d'autres avant nous pour une vie meilleure, une société plus vivable, le respect mutuel... J'ai découvert les sonorités du monde – et on est très nombreux dans le monde! Vous avez remarqué: on est entouré de gens, c'est terrible! (*rires*)

**Sylvain Briant:** Et d'être né « à quelques pas de la Bastille »?

**Serge Utgé-Royo:** Quand j'étais môme, j'étais le petit Espingoin: il a fallu que je me batte pour être plus français que les autres... Donc, j'étais premier en rédaction ou en orthographe; c'était une façon de dire: « Moi, je suis français. » C'était un peu puéril, mais un combat normal, comme le font certains Beurs. D'autres devraient peut-être en faire plus... Si je peux dire quelque chose à des jeunes fils et filles de l'immigration en mal de vivre, c'est d'étudier: étudiez votre monde, votre histoire, sachez d'où chacun vient. On vient tous de quelque part. Cherchez comment on peut arriver à vivre peu à peu ensemble. Des guerres, c'est facile: des milliers d'années qu'on en fait. Essayons d'apprendre comment on peut s'accepter. Il y a des cultures qui m'emmerdent, des musiques que je n'aime pas, mais ce n'est pas grave. Il y a des sonorités que je n'aime pas, mais ce n'est pas grave. Il y a des saveurs de cuisines que je n'aime pas – j'ai horreur de l'huile d'olive, moi qui vient, par exilés interposés, de la péninsule ibérique: une sorte de traître pas ordinaire... Mais ça n'est pas grave. Les Espagnols, les Italiens, les Arabes de toutes origines aiment l'huile d'olive, moi pas. Ronsard non plus n'aimait pas cette huile et, pourtant, c'est un bon poète... (*rires*)

**Sylvain Briant:** Avez-vous conscience d'être, pour un certain nombre d'entre nous, une sorte de référence?

**Serge Utgé-Royo:** Ah... Des jeunes chanteurs ou chanteuses m'invitent à venir assister à leurs concerts; ils se disent que ce serait bien que le vieux frangin vienne voir ce qu'ils font. Ça me gêne parfois terriblement; je ne suis pas justement une référence... Je suis sûrement un compagnon que l'on a plaisir à venir retrouver, oui... Ça oui.

**Sylvain Briant:** Pourquoi écrivez-vous des chansons?

**Serge Utgé-Royo:** En tout cas, je n'écris pas pour faire des spectacles ou des disques. Je fais des disques parce que j'ai écrit des chansons. Je fais des spectacles parce que j'ai écrit des chansons. Et j'ai écrit des chansons parce que j'ai eu besoin, à un moment donné, de m'exprimer. Ce n'est pas forcément le cas de tout le monde. Je ne pense jamais que je dois écrire parce que je vais enregistrer! J'entends souvent des artistes

dire: « Je suis en train d'écrire mon prochain album. » Ça me dépasse totalement. Quand j'enregistre des chansons, elles existent depuis un an, deux, trois, cinq ou six ans parfois, je les ai rodées, chantées; nous avons résonné ensemble, avec beaucoup de gens, avec les musiciens. Et puis, un jour, on se dit qu'on mettra ça en boîte dès qu'on aura trois sous, pour passer à d'autres choses. Donc, je chante et j'écris ma vie, et d'autres écritures, parfois anonymes, des chansons de la mémoire sociale. J'aime tout ça, j'aime ce qui est la mémoire et qui nous permet peut-être aussi de passer des caps difficiles, de rire, sourire, aimer, se remémorer des actes, des auteurs, donner un sens à nos révoltes, parce que ce n'est pas facile, aujourd'hui, de se révolter, je le vois bien: il faut un Premier Mai après une grosse secousse, et une grosse trouille...

**Sylvain Briant:** C'est quoi la scène, pour vous?

**Serge Utgé-Royo:** Un moyen de faire mon métier de chanteur, ce que je fais le moins mal, que j'ai pris l'habitude de faire, un moyen de partager avec les autres mes choix à moi, mes choix de petites notes, de quatrains, d'idées, de plaisirs, d'utopies. L'utopie est nécessaire plus que jamais. Je sais bien que la « grande lueur à l'Est » s'est éteinte depuis longtemps. C'est normal: c'était une luciole. Les bolcheviques, c'est pas ma tasse de thé, les partis qui prétendent représenter le peuple non plus. Alors, il faut bien avoir des utopies. Moi, j'en ai: j'espère vivre dans une société plus fraternelle, plus juste; j'espère ne plus avoir à donner, honteusement, un, deux ou cinq euros à des mains désespérées, des jeunes, des vieux: ça me retourne à chaque fois. Ce n'est pas normal, dans une société d'abondance, que des gens souffrent comme ça. Je n'aime pas cette société. J'aime les gens, pas cette société. J'ai l'espoir que, finalement, nous serons condamnés à vivre un peu plus tolérants, un peu mieux dans une société différente. Mais, bon dieu, qu'il faut s'accrocher!

Extraits d'un entretien diffusé intégralement dans « Les Destinées de l'histoire » sur Radio libertaire (le lundi, de 18 à 20 heures).

Serge Utgé-Royo  
au théâtre de L'Européen  
3, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Porte-de-Clichy  
Réservations au 01 43 87 97 13  
du 29 mai au 2 juin 2002

29, 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin à 20h30,  
2 juin à 17 heures

Billets en vente à Publico  
Tarifs: 20 euros  
10 euros pour les chômeurs et Rmistes,  
15 euros pour les porteurs de la carte  
d'auditeur de Radio libertaire

Le 25 - Mai - 2002  
**MANIFESTONS**
**CONTRE L'EXCLUSION  
CULTURELLE  
POUR LA RÉOUVERTURE  
DU LOUP NOIR.**

 Départ : 12 h - à Laon  
Devant le Lycée Paul Claudel.

## Justice républicaine

**L**E collectif Solidarité Résistance antifasciste (SRA) dénonce l'annulation de la permission qui avait été accordée à notre camarade Yves Peirat, incarcéré depuis octobre 1999 et condamné à cinq ans de prison ferme pour des sabotages contre des locaux du Front national en région PACA dans les années 90. Pour motiver sa décision, le juge d'application des peines évoque un « risque de trouble à l'ordre public ». Un bel exemple de la justice républicaine pour conclure cet entre-deux-tours « antifasciste ». Ironie du sort, le juge a fondé sa décision sur la base d'un tract distribué à une manifestation le 2 mai dernier qui disait : « Libération de Yves Peirat, inter-

diction de Jean-Marie Le Pen ».

La justice avait pourtant libéré sans évoquer d'éventuels « troubles à l'ordre public » l'un des meurtriers d'Ibrahim Ali, ce jeune abattu en février 1995 alors qu'il courait pour prendre un bus. L'ex-colleur d'affiche du Front national est aujourd'hui salarié de la mairie de Vitrolles !

C'est en réaction à ce meurtre raciste que Yves a entrepris ses actions de sabotage à l'encontre de locaux du FN. Que ceux qui ont ouvert les yeux sur le danger fasciste à l'occasion des présidentielles n'abandonnent pas Yves Peirat à la « justice républicaine » !

**collectif Solidarité  
Résistance antifasciste (SRA)**

## Dans la toile

**L**A CNT-2<sup>e</sup> UR A SON SITE :  
(<http://www.cnt-2eme-ur.org/>).

C'est sobre et fonctionnel mais vite chargé et prêt à s'étoffer. Voici comment se présente la gazette des ermites (<http://gazetteermite.chez.tiscali.fr/>) : « Que vous soyez arrivés ici par hasard ou que vous ayez reçu l'adresse du site par un ami, soyez les bienvenus, amis ermites et grégaires en tous genres. Vous trouverez ici des lectures variées comprenant des gazettes plus littéraires comme des gazettes délirantes. À vous de choisir !

Nous avons quelques surprises pour nos lecteurs. » Et ils ne mentent pas. Avec un titre pareil - Annuaire des squats, d'artistes, de la mondialisation et médias alternatifs -, ils se devaient d'être touffus et appréciables comme plateforme de décollage vers des sites inédits (<http://www.mylinea.com/squat/>).

Ils ne déçoivent pas, de plus, ils ont la délicatesse d'être plurilingues. Pour ceux qui veulent recolorer leurs heures, un bon site de graff (<http://www.aero.fr/>).

Et pour en finir avec cette séance de surf, et pour vous inciter à quitter un peu vos claviers, allez faire un tour sur ce site (<http://freetekno.fr/>) si vous êtes prêts à découvrir, voire à organiser, des festivités peu banales. À bientôt dans la toile.

 Blue Eyed Keyboard  
alain@minitelorama.com

## Exposition à Publico

**O**N PEUT admirer, pour quelque temps, à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>, des reproductions en grand format des cartes postales de la série *Quelques-uns*. De « Vive l'anarchie ! » à « Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! », une très chouette bouffée de contestation graphique.

**L**ES TRAVAILLEUSES de la société Arcade, entreprise sous-traitant le nettoyage des hôtels ACCOR (Ibis, Novotel, Formule 1, Sofitel, Etap, Parthénon, Mercure, Coralie, Libertel, Thalassa, Motel 6, Fran-tour, Atria, etc.), sont en grève depuis plus de deux mois maintenant. Face à un grand groupe comme la

## Grève contre ACCOR

chaîne hôtelière ACCOR qui soutient le patron de la société Arcade, ces travailleuses immigrées et précaires ont besoin de notre soutien pour gagner.

C'est par des luttes qui unissent les travailleurs et peuvent amener la victoire

que nous ferons reculer le racisme et le fascisme.

Pour toutes ces raisons, le CSR appelle les syndica-

listes à soutenir ces camarades. Les syndicats peuvent parrainer financièrement les grévistes (620 euros par mois pour un salarié).

**Courant syndicaliste-  
révolutionnaire**

## Une manif rouge et noire et internationale

**C**OQUELLES. Malgré la grande absence des militants locaux humanitaires ou à tendance socialiste, la manifestation contre l'extension du centre de rétention de Coquelles a rassemblé près d'une centaine de personnes le samedi 4 mai.

CNT, Mouettes enragées, FA, CSP-59, CAE, LO, avec banderoles, drapeaux ou badges, de Lille, Dunkerque, Boulogne, Paris, quelques Verts, AC !, FSU et alternatifs à titre perso pour les Français. Une vingtaine d'Anglais du comité de défense des réfugiés du Kent, des Bruxellois du collectif anti-expulsion, une Allemande, pour les soutiens européens.

2000 tracts ont été diffusés lors de la manif en anglais et en français. Le cortège n'a rencontré aucun piéton (à part les RG) mais énormément de voitures qui bouchonnaient pour se rendre à la cité de l'Europe. Le centre de rétention est en effet situé à l'arrière du poste de police voisin du monstrueux Temple de la Consommation.

Des tracts en farsi et anglais avaient été donnés la veille à des groupes de réfugiés du camp de Sangatte pour les mettre au courant de l'action. Aucun ne s'est joint à nous mais quelques groupes croisés en route nous ont montré leur amitié.

Au centre de rétention de Coquelles le rassemblement s'est fait encore plus bruyant avec mégaphone, pétards et slogans de solidarité internationale : « papiers pour tous », « fermeture des centres de rétention », « non aux expulsions », « c'est pas les immigrés qu'il faut virer, c'est le capitalisme qu'il faut éliminer ». Les personnes enfermées nous ont salués de derrière les fenêtres de leurs chambres.

La presse locale n'a évidemment pas fait grand écho de notre alerte à cette extension de 3850 mètres carrés du centre de rétention. Elle a préféré donner la parole au directeur du centre (Dubois) qui a expliqué l'utilité de ces centres pour lutter contre l'immigration clandestine... Par contre, les lecteurs calaisiens ont pu apprendre que la cité de l'Europe allait avoir des nouveaux parkings...

Une réunion d'une trentaine de personnes, représentant les différents groupes présents à la manif, a permis de créer des liens qui, nous n'en doutons pas, permettront de sortir le problème du niveau local, de coordonner nos actions et de chercher des solutions au niveau européen.

 Marie  
CNT, Calais


## À la petite semaine

### Les supporters

**L**ES cinquante mille individus réunis le 12 mai sur une place de Tel-Aviv, à l'appel du mouvement La Paix maintenant, pour réclamer, entre autres, le retrait des territoires occupés, ne sont pas dignes de voir et d'entendre le groupe Noir Désir. Ils sont israéliens et, dans le contexte actuel du conflit au Proche-Orient, cela ne pardonne pas.

Politisés, radicalisés et adeptes jusqu'à la bêtise de la globalisation et de la responsabilité collective, les membres dudit groupe réservent leurs prestations à ceux-là qui, dans la désignation des bons et des méchants, ont fait le même choix qu'eux. Alors, déguisés en supporters de l'équipe de Palestine, keffieh au cou, ils ont donc, dans une tournée de pays politiquement ouverts et tolérants comme la Syrie et le Yémen, réaffirmé leur soutien à un peuple

victime, dans son entier, et leur mépris profond pour un peuple oppresseur, dans son entier, en refusant catégoriquement de se produire en Israël.

À cette intelligence politique hors du commun, qui ne voit que des gentils d'un côté et des mauvais de l'autre, ils auront su ajouter ce courage admirable qui consiste à tenir en pays dictatorial le seul discours que la dictature tolère, hormis la glorification du tyran local.

Dans le domaine du sport, on fustige à juste titre la vulgarité et la connerie chauvine des supporters, qui ne jurent que par leur équipe forcément héroïque et vomissent l'adversaire forcément infâme. S'intéresser à la politique pour se comporter comme eux, est-ce bien raisonnable ?

Floréal